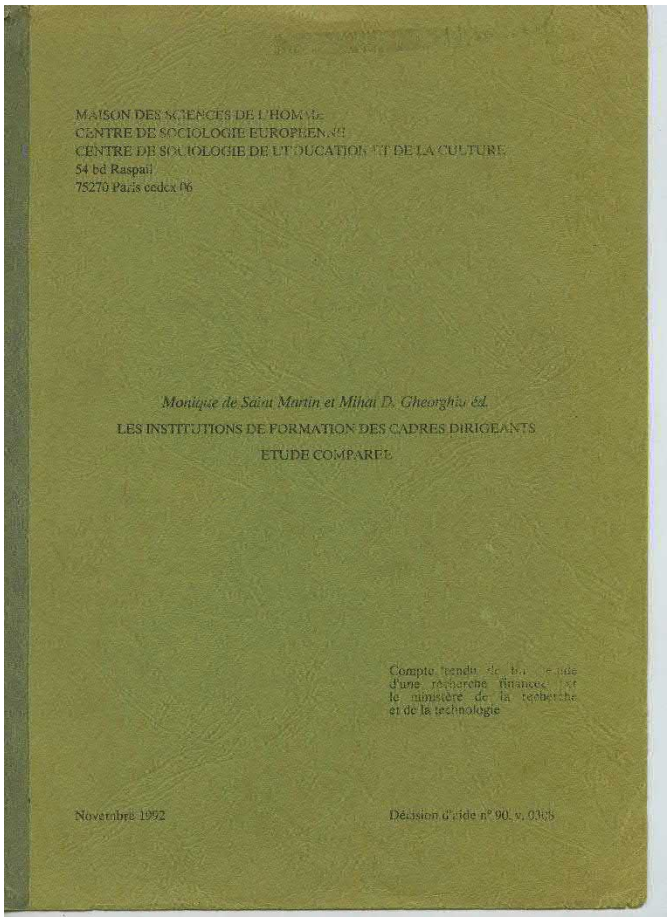
Faksimil

Donald Broady & Mikael Palme,
”Le champ des formations de l’enseignement supérieur en Suède –bilan de recherche”, pp. 1–19 i Monique de Saint Martin & Mihai D. Gheorghiu (eds), Les institutions de formation des cadres dirigeants. Étude comparée. Maison des sciences de l'homme, Centre de sociologie européenne/ Centre de sociologie de l'éducation et de la culture, Paris 1992, 283 p.

Reviderad version av ett bidrag till konferensen ”Champ des institutions d'enseignement supérieur et champ de pouvoir”, Maison Suger, Paris, 6-7 febr. 1992, vilken anordnades av det komparativa forskningsprojektet ”Les institutions de formation des cadres dirigeants”, initerat av Pierre Bourdieu.

Skriften i dess helhet arkiverad i fascikeln.


MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPÉENNE
CENTRE DE SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE
54 bd Raspail
75270 Paris cedex 06

Monique de Saint Martin et Mihai D. Gheorghiu éd.

LES INSTITUTIONS DE FORMATION DES CADRES DIRIGEANTS

ETUDE COMPAREE

Compte rendu de la première phase d'une recherche financée par le ministère de la recherche et de la technologie

Novembre 1992

Décision d'aide n° 90. v. 0365

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPEENNE
CENTRE DE SOCIOLOGIE DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE
54 bd Raspail
75270 Paris cedex 06

Monique de Saint Martin et Mihai D. Gheorghiu éd.

LES INSTITUTIONS DE FORMATION DES CADRES DIRIGEANTS

ETUDE COMPAREE

Compte rendu de fin d'étude d'une recherche financée par le ministère de la recherche et de la technologie

Novembre 1992

Décision d'aide n° 90. v. 0308

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME
CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPEENNE
CENTRE DE SOCIOLOGIE DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE
54 bd Raspail
75270 Paris cedex 06

LES INSTITUTIONS DE FORMATION DES CADRES DIRIGEANTS

ETUDE COMPAREE

Monique de Saint Martin et Mihai D. Gheorghiu éd.
avec des textes de : I. Bajomi, E. Böhlke, P. Bourdieu,
D. Broady et M. Palme, N. Chmatko, M.D. Gheorghiu,
M. Haddab, J. Heilbron, O. Henry, M. Ioan,
V. Karady, R. Lenoir, M.R. Loureiro, B. Niane,
N. Panayotopoulos, M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot,
D. Robbins, E. Rogg, M. de Saint Martin, G. Scarfò,
F. Schultheis, M. Vasconcellos, A.C. Wagner, Y. Winkin.

∂

Ont collaboré à ce rapport

Ivan Bajomi :	Chercheur, Institut de sociologie, Université Eötvös Lorand, Budapest, Hongrie.
Pierre Bourdieu :	Professeur au Collège de France, Directeur du Centre de sociologie Européenne, Paris.
Effi Böhlke :	Assistant-professeur, Humboldt Universität, Berlin, Allemagne.
Donald Broady :	Chercheur, Institut de l'Education, Stockholm, Suède.
Mihai Dinu Gheorghiu :	Chercheur, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Centre de Sociologie Européenne, Paris.
Mustapha Haddab :	Chargé de cours, Institut de Psychologie et de Sciences de l'Education, Université d'Alger, Algérie.
Johan Heilbron :	Chercheur, Graduate School for Social Research, Université d'Amsterdam, Pays-Bas.
Odile Henry :	Chargée de cours, Université d'Amiens.
Mariana Ioan :	Chercheur en cours de doctorat, EHESS, Paris.
Victor Karady :	Directeur de recherches au CNRS, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Paris.
Remi Lenoir :	Professeur à l'Univesité de Paris I, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Paris.
Maria Rita Loureiro :	Professeur à la Fondation Getulio Vargas, Sao Paulo, Brésil.
Boubacar Niane :	Chercheur à la direction de la planification et de la réforme, Ministère de l'Education Nationale, Dakar, Sénégal.
Mikael Palme :	Chercheur, Institut de l'Education, Stockholm, Suède.
Nikos Panayotopoulos :	Chercheur, Centre national de recherches sociales et Centre grec de criminologie de l'Université Pantios, Athènes, Grèce.
Michel Pinçon :	Chargé de recherches au CNRS, Centre de Sociologie Urbaine, Paris.
Monique Pinçon-Charlot :	Chargée de recherches au CNRS, Centre de Sociologie Urbaine, Paris.
Derek Robbins :	Reader, University of East London, Grande Bretagne.
Elisabet Rogg :	Chercheur, Institute for Studies in Research and Higher Education, Oslo, Norvège.
Monique de Saint Martin :	Maître de conférences à l'EHESS, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Centre de Sociologie Européenne, Paris.
Grazia Scarfo :	Università degli studi di Sassari, Italie ; en cours de doctorat, EHESS, Paris.
Franz Schultheis :	Maître de conférences, Université de Constance, Allemagne.
Maria Vasconcellos :	Maître de conférences à l'Université de Lille III.
Anne-Catherine Wagner :	Chargée de cours, Université Paris I.
Yves Winkin :	Chargé de cours, Université de Liège ; Chercheur qualifié, FNRS, Belgique.

Table des matières

Monique de Saint Martin,
Introduction

Donald Broady, Mikael Palme,
Le champ des formations de l'enseignement supérieur en Suède - Bilan de recherche 1

Johan Heilbron,
Le système d'enseignement supérieur aux Pays Bas. Note de recherche 20

Remi Lenoir,
L'espace social du champ pénal en France 28

Derek Robbins,
Business and Management Education in England since 1965 39

Grazia Scarfo,
Les institutions de formation des cadres dirigeants. Bilan de la recherche sur les écoles de gestion italiennes 52

Nikos Panayotopoulos,
Notes préliminaires sur l'espace de formation des cadres en Grèce 69

Elisabet Rogg,
Notes sur le système d'enseignement supérieur norvégien et le système de financement des études 83

Boubacar Niane,
Le transnational, signe d'excellence? Le processus de disqualification et de désengagement de l'Etat sénégalais dans la formation des cadres 95

Mustapha Haddab,
Hypothèses pour une recherche sur les institutions de formation et la reproduction des cadres et des élites en Algérie 112

Maria Rita Loureiro,
La formation des cadres de gestion économique au Brésil 123

Victor Karady,
Cadres et classes dirigeantes en Hongrie entre les deux-guerres
La "double structure" et ses conséquences scolaires 131

Ivan Bajomi,
Des cadres politiques aux managers.
Transformations du champ de l'enseignement supérieur hongrois 149

Effi Böhlke,
Des transformations du champ des institutions de production
du savoir est-allemandes dans le contexte de l'unification allemande 172

Mihai Dinu Gheorghiu,
Cadres et intellectuels. Notes sur le système d'enseignement
et la structure du champ du pouvoir en Roumanie 178

Mariana Ioan,
Eléments pour une histoire sociale des institutions
de formation des cadres en Roumanie (1946-1989) 191

Nathalie Chmatko,
Notes sur la formation des cadres dirigeants en Russie 203

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot,
Les élites intellectuelles et les élites économiques dans les nomenclatures
socio-professionnelles. Propositions pour une recherche comparative 211

Franz Schultheis,
Les catégories socio-professionnelles en tant que schèmes nationaux
de représentation du monde social : l'exemple allemand 226

Yves Winkin,
Elite intellectuelle et pacifisme :
l'émergence de l'internationalisme américain au début du 20e siècle 236

Odile Henry,
Les relations entre titres et postes dans les métiers du conseil 245

Maria Vasconcellos,
Les transformations du recrutement des cadres supérieurs.
Le transport routier de marchandises 257

Anne-Catherine Wagner,
La formation des cadres internationaux 263

Pierre Bourdieu, 1992 M
Conclusions 281

5

INTRODUCTION

Monique de Saint Martin

L'intention majeure de la recherche était de construire et d'analyser la structure et les transformations du champ des institutions de formation des cadres dirigeants, scolaires ou universitaires pour la plupart (universités, instituts, écoles publiques et privées), mais aussi professionnelles (formations dans les entreprises) qui connaissent une forte expansion dans la plupart des pays d'Europe, y compris dans les pays de l'Europe de l'Est avec notamment la création de nombreuses écoles de marketing et de gestion privées. Il s'agissait pour nous de dégager un certain nombre de questions et d'hypothèses et de tenter d'y répondre et de les vérifier dans différents pays d'Europe principalement et aussi dans d'autres pays (Algérie, Brésil, Sénégal) en tenant compte de la situation très différente de chaque pays et en recherchant en chaque cas les moyens les plus appropriés pour mener la recherche et vérifier les hypothèses.

Composition du réseau de chercheurs et collaborations

Le réseau de chercheurs engagés dans ce projet était au départ composé de Mihai Dinu Gheorghiu, Remi Lenoir, Monique de Saint Martin pour la France, Ivan Bajomi pour la Hongrie, Grazia Scarfo pour l'Italie, Johan Heilbron pour les Pays-Bas, Donald Broady et Mikael Palme pour la Suède, Derek M. Robbins pour l'Angleterre.

Il a pu être étendu progressivement à d'autres chercheurs et à d'autres pays : Victor Karady nous a fait bénéficier de son expérience de recherche d'histoire sociale des institutions d'enseignement secondaire et supérieur en Hongrie, Mihai Dinu Gheorghiu et Mariana Ioan ont pu entreprendre une étude historique de la formation des cadres en Roumanie, Natacha Chmatko a été associée au projet durant son séjour au Centre et a réalisé une première analyse de l'espace des institutions de formation des cadres dirigeants en Russie. La collaboration a aussi pu se développer avec plusieurs chercheurs allemands. Beate Krais, qui mène des recherches sur les cadres, a participé à la première réunion du groupe ; Franz Schultheis a présenté et discuté ses recherches sur les catégories socio-professionnelles en tant que schèmes nationaux de représentation du monde social en s'appuyant sur l'analyse de l'exemple allemand. Effi Böhlke a entrepris une recherche sur les transformations et restructurations des institutions d'enseignement supérieur en Allemagne de l'Est dans le contexte de l'unification allemande. Des chercheurs de plusieurs autres pays ont aussi pu apporter leur concours au projet : Nikos Panayotopoulos a analysé les études disponibles en Grèce sur l'enseignement supérieur et sur les élites et entrepris une recherche sur les nouvelles écoles de gestion en Grèce. Elisabet Rogg, qui mène depuis plusieurs années une étude du système d'enseignement

supérieur norvégien et du système de financement des études, a également été associée au projet ainsi qu'Eduarda Cruzeiro qui se propose de mener une recherche sur les institutions privées d'enseignement supérieur au Portugal.

Les échanges ont également progressé avec des chercheurs de pays d'Afrique ou d'Amérique, notamment du Sénégal, d'Algérie et du Brésil. Boubacar Niane réalise une recherche sur les grandes écoles (de gestion et autres) et le champ du pouvoir (hommes politiques, patrons, etc.) au Sénégal ; Mustapha Haddab mène depuis de nombreuses années des recherches sur les transformations de l'enseignement supérieur en Algérie. Maria Rita Loureiro poursuit sa recherche, en liaison étroite avec nous, sur les économistes et le champ du pouvoir au Brésil. Yves Winkin a présenté son expérience de la recherche qu'il a menée aux Etats-Unis sur les Maisons internationales pour étudiants créées dans l'entre-deux-guerres.

La collaboration s'est développée aussi avec des chercheurs d'autres centres ou équipes de recherche en France. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon ont participé aux travaux du groupe et y ont présenté les analyses et les résultats de la recherche qu'ils ont réalisée sur les institutions statistiques et les nomenclatures socio-professionnelles au Royaume-Uni, en Espagne et en France ainsi qu'un vaste projet de recherche comparative. Anne-Catherine Wagner, qui achève une recherche sur les cadres des firmes multinationales, collabore activement aux travaux du groupe et a analysé les politiques d'intégration internationale de l'encadrement menées par les entreprises ainsi que l'internationalisation de l'enseignement du management et le modèle du manager international. Odile Henry a analysé les relations entre le système de formation (grandes écoles notamment) et le type de poste et de carrière dans un univers à forte dimension symbolique -les professions du conseil-, où les critères d'évaluation sont quasi absents. Maria Vasconcellos, qui a réalisé une étude approfondie sur un secteur en forte évolution, le transport routier de marchandises, qui se trouve d'une certaine façon à l'opposé des métiers du conseil dans la mesure même où la dimension symbolique y paraît relativement réduite, s'est attachée à dégager les principales transformations du recrutement des cadres supérieurs dans ce secteur.

Ce réseau de chercheurs associe ainsi des chercheurs confirmés et des chercheurs débutants, dont les recherches sont d'ampleur inégale et très inégalement avancées, mais qui ont des affinités intellectuelles et des intérêts scientifiques communs et entre lesquels se sont développés des échanges continus et approfondis, notamment lors des réunions plénières, des séminaires et des groupes de travail. Les questions, les critiques, les suggestions, les discussions ont pu faire progresser, de façon décisive parfois, la recherche comparée qui a ainsi pu être réalisée grâce à la collaboration active de tous et qui sera poursuivie dans les années à venir.

Séminaires et colloques

Deux réunions plénières de l'ensemble des chercheurs engagés dans le projet ainsi que des chercheurs associés au projet, ont eu lieu, la première les 8 et 9 novembre 1990 à la Maison des sciences de l'homme et à la Fondation Hugot du Collège de France, la seconde les 6 et 7 février 1992 à la Maison Suger à Paris et ont été présidées par Pierre

Bourdieu. La première a permis de dégager les thèmes de recherche communs et comparables, de préciser les recherches qui peuvent être réalisées en chaque pays et d'élaborer une problématique ou des préoccupations communes. L'intention n'était pas en effet de répéter la même enquête dans plusieurs pays mais d'étudier, en fonction des données déjà réunies par les participants et des moyens disponibles (qui étaient le plus souvent faibles), la manière la plus adéquate de répondre à tout ou partie des questions et des thèmes de recherche proposés dans la Déclaration d'intention (modes de désignation, de sélection et de recrutement des cadres ; relations entre le secteur privé et le secteur public et rôle de l'Etat dans la formation et la gestion politique des cadres dirigeants ; recrutement des enseignants ; contenu des formations ; degré d'ouverture sur l'étranger des institutions ; importance des pressions externes sur la formation des cadres dirigeants, relations entre champ des institutions d'enseignement ou de formation, champ politique et champ économique).

La seconde réunion a permis une large confrontation des résultats et surtout des questions méthodologiques et théoriques. Deux grandes directions de recherche regroupant les principaux thèmes ou questions discutés lors de la première réunion et développés dans les recherches en cours avaient été retenues : l'histoire structurale du champ des institutions scolaires et non-scolaires de formation des cadres et des classes dirigeantes d'une part, la gestion politique de la reproduction des classes dirigeantes et le rôle de l'Etat dans la formation des cadres d'autre part. D'autres questions sont apparues non moins importantes, notamment la question de l'internationalisation de la formation des cadres avec le développement d'écoles de gestion internationales, d'accords ou d'ententes entre les écoles, etc., du contrôle croissant de cette formation par des institutions fonctionnant comme des "méta-états" sans nation (Banque Mondiale, FMI, Nations Unies, sociétés transnationales), qui, ainsi que le montre Boubacar Niane, impulsent et contrôlent fortement l'homogénéisation de l'espace politico-économique mondial.

Une troisième réunion plénière est prévue à l'automne 1993 qui devrait se tenir à Stockholm, à l'initiative de Donald Broady et Mikael Palme. Elle devrait permettre d'élaborer une synthèse des recherches et des projets, d'envisager une publication des études sous forme d'un ouvrage et de dégager de nouveaux axes de recherches comparées.

Les textes réunis ici constituent pour la plupart des textes élaborés, discutés lors des deux réunions de 1991 et 1992 et présentent la synthèse des travaux et des études qui ont été réalisés dans les différents pays par les chercheurs du réseau. Les remarques qui suivent ne prétendent pas faire la synthèse ou le bilan de ces différentes études mais seulement dégager quelques questions ou quelques apports particulièrement importants.

La définition du "cadre"

Une réflexion préalable s'imposait : le terme et le statut de "cadre" ou de "cadre dirigeant" ne vont pas de soi ; les catégories de classement sont en effet construites de façon très différente selon les pays et les institutions. Il nous fallait analyser aussi bien les modes de construction des catégories que les luttes à propos de l'utilisation de tel ou tel

terme pour désigner un agent ou un groupe donné. L'appellation de dirigeant, de cadre ou de manager peut en effet constituer un enjeu de luttes entre les institutions ou organismes de formation (les "petites" écoles revendiquant par exemple le droit de former des "managers" ce que pourront leur refuser les plus grandes écoles), entre les entreprises ou les associations professionnelles et aussi à l'intérieur des entreprises et des différentes organisations. En Grande Bretagne, souligne Derek Robbins, une distinction hiérarchique tend ainsi à s'imposer entre les diplômés "post-graduate" en management et les diplômés "undergraduate" en business ; la formation des managers reste l'expression d'un idéal professionnel qui s'est détaché du modèle universitaire tandis que la "business education" représente l'insertion des valeurs de l'esprit d'entreprise dans l'enseignement supérieur.

La variété des situations est très grande ; le sens du terme cadre diffère largement d'un pays à l'autre. On en donnera seulement quelques exemples. En Italie, la notion de cadre semble réservée aux cadres moyens, les cadres supérieurs étant appelés dirigeants ou managers. Le terme "cadre" n'a pas d'équivalent évident en Suède où la catégorie *tjänstemännen* inclut tous ceux qui ne sont considérés ni comme ouvriers ni comme patrons. Les médecins salariés, les professeurs, les employés des entreprises privées et publiques, du comptable au manager en passant par le technicien sont tous des *tjänstemännen* (Broady et Palme). En Hongrie, le terme cadre (*Kader)* avait acquis, comme dans les autres démocraties populaires, une connotation politique très marquée ; il pouvait désigner, explique Ivan Bajomi, soit les militants politiques, soit l'ensemble des travailleurs d'une unité de production, soit les personnes exerçant des responsabilités de décision.

Et la position occupée par les cadres ou la fonction qu'ils remplissaient ne pouvaient se comprendre en Roumanie que par opposition aux intellectuels qui constituaient en quelque sorte leurs "frères ennemis". L'étude des cadres est alors relativement indissociable d'une étude des intellectuels et les pratiques des cadres ne peuvent souvent se comprendre si on ne les réfère pas aux pratiques des intellectuels ; les rapports entre les anciens cadres et les intellectuels peuvent être décrits, explique Mihai D. Gheorghiu, comme ayant pour objectif l'annulation de toute différence entre les deux catégories ; les premiers cherchaient bien évidemment à contrôler et encadrer l'activité des seconds mais n'en étaient pas moins souvent soucieux d'obtenir une reconnaissance intellectuelle et pouvaient à cet effet cumuler les titres scolaires. On ne parle presque plus de cadre en Roumanie ou en Hongrie, le terme est devenu tout à fait stigmatisant et le mot manager y est devenu très courant. Un immense travail a d'ailleurs été réalisé par des organisations censées représenter les chefs d'entreprises de même que par les journalistes visant à faire accepter les managers et les entrepreneurs.

Alors que certains sociologues allemands déclarent que le terme cadre est intraduisible en allemand et incompatible avec la réalité sociale de leur pays, Franz Schultheis insiste justement dans son analyse sur le fait que les cadres comme toute autre catégorie font partie d'un ensemble structuré et qu'il faut moins tenter de comparer le "cadre" français et l'"Angestellter" allemand que deux systèmes relationnels et que les codes respectifs dont ils font partie ; il met aussi en évidence les différences dans le champ et le mode de construction scientifique et statistique de la réalité sociale dans les

deux pays ainsi que les divergences importantes dans les modes de représentation du social. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot nous proposent des analyses et des réflexions sur les opérations de classement. Ayant analysé les critères et les principes de classement mis en oeuvre en France, en Espagne et en Angleterre, ils s'interrogent sur la genèse et la construction des différentes nomenclatures, sur leur production par les organismes d'Etat et sur les effets éventuels des changements sociaux et des changements de régime politique sur la révision des nomenclatures.

La structure du champ des institutions de formation des cadres : comparaisons et transformations

Les différents espaces ou systèmes d'institutions étudiés en chaque pays sont très différents par l'histoire, l'organisation, la structure, l'ampleur, les objectifs visés : ainsi, l'université publique a longtemps eu le monopole de la formation de l'élite en Italie tandis qu'en France les grandes écoles, publiques et privées, constituent la voie privilégiée d'accès au champ du pouvoir. Le système norvégien ou le système suédois sont en apparence beaucoup plus égalitaires ou moins hiérarchisés que la plupart des autres systèmes étudiés et paraissent avoir davantage tenu compte des exigences de justice sociale dans leur constitution et leur développement. Les grandes écoles sénégalaises, constituées sur le modèle français et qui se proposaient de former la nouvelle élite, perdent leur position dominante et laissent progressivement la place à des institutions transnationales formant les dirigeants d'entreprises et les hauts fonctionnaires où les enseignants sont souvent des experts d'organismes internationaux.

La comparaison paraît alors très risquée entre des systèmes dont l'histoire, l'ampleur et les liens avec l'Etat sont si différents et d'autant plus qu'à l'intérieur de chacun de ces systèmes il existe des luttes à propos des limites sans cesse changeantes de l'espace des institutions de formation des cadres dirigeants (nationales, internationales, etc.), des institutions qui doivent y être ou non inclues (écoles d'élite, universités, formations dans les entreprises, etc.) et de l'espèce de capital dominante (scolaire, économique, politique ou organisationnel, etc.) dans cet espace et dans le champ du pouvoir. Il nous est cependant apparu plus pertinent de tenter de comparer des structures ou des systèmes d'opposition que des institutions ou des groupes d'agents qui ne sont bien souvent comparables qu'en apparence.

Plusieurs des oppositions ou des principes de division et de structuration qui s'étaient dégagés de l'analyse approfondie du système d'enseignement supérieur français réalisée par Pierre Bourdieu et Monique de Saint Martin paraissent pouvoir être observés en d'autres pays apparemment très différents de la France. C'est ainsi que l'opposition entre une "grande porte" ou une voie prestigieuse d'accès aux positions de pouvoir par laquelle passent préférentiellement les étudiants issus des classes privilégiées et une "petite porte" ou une voie relativement modeste d'accès à des positions d'intermédiaire, de cadre moyen par laquelle passent plus souvent les étudiants issus des classes populaires et moyennes, qui est aussi une opposition entre "technocrates" et "techniciens" ou entre la haute bureaucratie et la petite, a été notée en plusieurs pays (Suède, Pays-Bas, Grèce, etc.), mais les institutions qui ouvrent l'accès à la grande porte

varient fortement d'un pays à l'autre. Ainsi, aux Pays-Bas, comme le montre Johan Heilbron, les universités et notamment les plus anciennes (Leyde, Utrecht, Amsterdam) occupent la position dominante et ce sont les écoles professionnelles exigeant moins de capital scolaire que les grandes écoles françaises qui occupent la position dominée et représentent en quelque sorte la petite porte. La voie prestigieuse est parfois, et pour des raisons différentes, comme en Grèce ou comme pendant une époque en Algérie ou aujourd'hui au Sénégal, constituée pour l'essentiel d'institutions qui se trouvent à l'extérieur du pays considéré.

La différenciation entre des institutions accueillant une part importante d'élèves détenant plus de capital économique que de capital culturel préparant souvent aux fonctions d'administration et de gestion des affaires et des institutions comptant une fraction importante d'élèves détenant plus de capital culturel que de capital économique, disposant de plus d'autonomie par rapport au champ politique ou au champ économique formant des futurs professeurs, des intellectuels ou des artistes qui est fortement ancrée en France a pu être analysée en d'autres pays (Suède, Sénégal, -au moins dans les années 70 ou 80-, Italie), mais cette opposition revêt des formes différentes et n'a pas la même ampleur dans les différents pays. C'est ainsi qu'en Norvège, elle apparaît, selon l'étude réalisée par Elisabet Rogg, comme une opposition entre un pôle public et intellectuel et un pôle privé et pratique avec d'un côté la théologie, la médecine ou les études de communication pour les media et de l'autre côté les études de marketing, d'économie et de gestion des affaires ; on notera que les enfants d'enseignants et de producteurs culturels y sont plus souvent inscrits dans les institutions proches du pôle public tandis que les enfants de managers, patrons, fonctionnaires, se dirigent plus souvent vers les formations du pôle privé.

Et l'analyse comparée a permis d'attirer l'attention sur d'autres oppositions, de souligner leur importance qui avait parfois été sous-estimée dans la recherche menée en France, de poser de nouvelles questions.

La division entre des formations dominées par des femmes (soit en Suède, les formations de travailleurs sociaux, de cadres de l'administration publique, de bibliothécaires, professeurs de langues, intermédiaires culturels, journalistes) et des formations dominées par les hommes (soit dans le cas de la Suède, les formations scientifiques -mathématiques et physique-, d'ingénieurs diplômés et dans une moindre mesure d'économie) constitue un principe dominant de structuration de l'espace qui s'observe en fait, avec des modalités différentes, dans la plupart des pays où l'analyse a pu être menée. Les formations à dominante féminine occupent le plus souvent les positions dominées mais ne se confondent pas exactement avec les formations qui se trouvent du côté de la "petite porte" ; et en période d'importante restructuration de l'enseignement supérieur comme dans l'ex-RDA, les femmes sont, souligne Effi Böhlke, les plus exposées ou les plus touchées par le processus et par la réduction des postes ; on observe une forte diminution de la part des femmes professeurs à l'université Humboldt à Berlin.

La différenciation régionale ou géographique entre de grandes universités centrales ayant une longue histoire et de petites universités provinciales plus récentes et moins prestigieuses se retrouve dans de nombreux pays. On connaît bien aussi l'opposition entre le Nord et le Sud en Italie, entre des institutions plus souvent

dépendantes du champ économique au Nord de l'Italie marqué par la présence industrielle et l'esprit "entrepreneurial" et des institutions plus souvent subventionnées par l'Etat au Sud. Mais Grazia Scarfo montre comment le même indicateur, -le fait par exemple pour une école de gestion de recourir aux financements publics- ne peut être interprété de façon univoque au Nord et au Sud, ni même à l'intérieur d'une région donnée ; généralement signe de faiblesse, il peut devenir facteur de prestige.

Les transformations du champ des institutions de formation des cadres dirigeants devront être étudiées de façon approfondie, comme nous y invitent Nathalie Chmatko à partir de son analyse des changements de ces institutions en Russie, en liaison avec les changements socio-politiques, ou Effi Böhlke à partir de la recherche sur les changements du champ des institutions d'enseignement supérieur et de recherche, des savoirs enseignés en Allemagne de l'Est et de leurs conséquences sur les trajectoires et les représentations des agents concernés. Il faudra alors étudier notamment les transformations éventuelles des facteurs de constitution et de différenciation de ce champ des institutions de formation des cadres dirigeants ainsi que des facteurs de réussite dans ce champ. Mariana Ioan s'interroge, en conclusion de son analyse de l'évolution des institutions de formation des cadres en Roumanie, sur les continuités et les ruptures entre le système de formation des cadres mis en place sous le régime communiste et le système actuel, ainsi que sur les atouts nécessaires pour la réussite de la carrière. Le perfectionnement du cadre, autrefois exigé à l'Académie de Parti, pourrait être remplacé par un stage similaire à l'étranger ou dans le privé ; l'activisme politique occuperait toujours une place importante dans la sélection des cadres.

Les transformations de la structure des institutions de formation des cadres dirigeants ont aussi été étudiées en liaison avec les transformations du champ politique et du champ économique dans les pays qui n'ont pas connu les mêmes bouleversements que les anciens pays socialistes ; l'homogénéisation apparente des formations ou institutions pourrait souvent y cacher en quelque sorte une tendance à la création de nouvelles hiérarchies et de nouveaux écarts.

Le capital politique ou organisationnel

La possession de capital scolaire constitue un atout de plus en plus décisif pour l'accès aux positions dominantes dans le champ économique ou dans le champ administratif, y compris dans les pays où pendant longtemps il n'existait pas véritablement d'homologie entre le champ des institutions d'enseignement supérieur et le champ du pouvoir comme les Pays-Bas (Heilbron) et dans les secteurs économiques où le recrutement des cadres et les promotions se sont longtemps faits sans accorder beaucoup d'importance aux diplômes comme le transport routier de marchandises analysé par Maria Vasconcellos. Cependant, la possession d'un titre scolaire, si élevé et si rare soit-il, ne constitue pas toujours un atout décisif pour l'accès aux postes de dirigeants ; les élites politiques notamment doivent souvent leur réussite à d'autres atouts.

Comme le montrent Donald Broady et Mikael Palme, on ne pouvait comprendre l'accès aux positions de pouvoir en Suède durant toute la période qui va des années 30 jusqu'en 1991 où la social-démocratie était au pouvoir sans prendre en compte le "capital

organisationnel" qui pouvait s'acquérir dans les différentes organisations coopératives, syndicales, les "écoles du peuple", etc., se renforcer par des alliances et qui pouvait aussi se transmettre de père en fils. En Suède, les mesures prises par le gouvernement actuellement au pouvoir tendent tout à la fois à rendre impossibles les trajectoires des groupes qui avaient participé à l'accumulation collective du capital organisationnel et à réévaluer les titres scolaires comme critère d'excellence tout en limitant le droit d'accès aux institutions qui permettent d'obtenir les diplômes les plus rentables ; il sera intéressant d'étudier comment les détenteurs de capital organisationnel tentent de résister à cette dévaluation brutale de leur capital.

Les recherches qui se poursuivent, et notamment la comparaison avec le système d'accès au champ du pouvoir dans les anciens pays communistes où le critère de loyauté politique au Parti communiste fut prédominant durant toute la période stalinienne du point de vue du recrutement des cadres et du déroulement des carrières, devraient permettre de préciser ces analyses et de mieux mesurer l'importance de ce capital ainsi que sa capacité ou son incapacité à être reconverti en d'autres espèces de capital en période de restructuration et de recomposition. En Hongrie, l'affaiblissement relatif de l'importance du capital politique pour la réussite d'une carrière se fait sentir, souligne Ivan Bajomi, dès les années 1960 et la valorisation des titres scolaires est visible. Il faudra étudier le rendement de l'ancien capital politique lorsque ses détenteurs cherchent à le reconvertir dans le champ économique par exemple, comme c'est le cas actuellement dans les anciens pays socialistes. En Algérie, note Mustapha Haddab, la reconversion du capital des parents dont la promotion a résulté principalement de leur activité au sein du mouvement national ou dans la lutte de Libération nationale en titres universitaires chez les enfants est plus aléatoire que lorsque cette promotion était due au moins pour une part à la possession par les parents de diplômes relativement élevés. Et la comparaison devrait aussi faire apparaître les différences entre ces différentes espèces de capital politique ou organisationnel qui sont sans doute inégalement transmissibles et reconvertibles.

L'effet de corps

L'espace des institutions de formation des cadres dirigeants doit souvent une part de sa cohésion à l'existence de corps qui contribuent fortement à sa structuration. Remi Lenoir, qui analyse en détail l'espace du champ pénal et des institutions de formation en France (Ecole nationale de la magistrature, Ecole nationale supérieure de police, Ecole des officiers de la gendarmerie nationale, Ecole nationale d'administration pénitentiaire), montre comment les différents corps sont dans des relations de complicité antagonistes, extrêmement complexes parce qu'elles sont liées à des complicités sociales. Les modes de relations entre magistrats, commissaires de police, officiers de gendarmerie, directeurs de prison, ne sont pas seulement fondés sur une répartition des fonctions (enquête, jugement, défense, emprisonnement) entre les acteurs concernés.

Aux Pays-Bas, comme le souligne Johan Heilbron, l'appartenance aux *corpora*, associations étudiantes particulièrement réputées et prestigieuses, est un important facteur de différenciation des étudiants. La notion d'esprit de corps renvoie non pas à

des écoles comme en France ou à des facultés mais plutôt, comme sans doute en Allemagne ou en Autriche, à ces associations qui se distinguent par leur exclusivité sociale, leurs traditions et leur esprit élitiste. Le capital social hérité et renforcé par l'appartenance aux *corpora* représente une base importante pour comprendre les phénomènes d'accès et de cooptation dans les différentes fractions de l'élite économique, administrative, etc.

Cet esprit ou cette unité de corps peut être le résultat de processus très différents. Odile Henry note par exemple qu'au moyen de stages de formation interne, voire en s'appuyant sur une université interne, les cabinets de conseil diffusent un "esprit maison" qui contribue à dénier les différences scolaires entre les agents et à créer un fort sentiment d'attachement affectif des cadres à leur cabinet qui n'est pas sans évoquer l'esprit de corps. Mihai D. Gheorghiu montre comment, en Roumanie, le principe de la rotation des cadres qui, durant le régime communiste, imposait à tout cadre dirigeant un changement permanent de poste et qui était destiné à empêcher la création d'attaches régionales ou professionnelles, contribuait à assurer l'unité de corps de l'appareil du Parti, avec des rapports de dépendance entre chaque membre et les échelons supérieurs. Il faudra étudier les probabilités différentes d'effondrement ou de restructuration de corps dont les principes constitutifs sont si différents ainsi que les luttes de représentation et d'imposition d'un mode légitime de domination qu'ils engendrent.

Le rôle de l'Etat dans la gestion de la reproduction des classes dirigeantes

La formation des cadres dirigeants paraît de moins en moins contrôlée par les différents états ; l'expansion des écoles de gestion privées et une tendance à la privatisation des institutions de formation des cadres s'observent ces dernières années dans la plupart des pays étudiés ; c'est ainsi qu'en Italie, une proposition de loi concernant l'autonomie de l'université publique italienne a été approuvée par le Sénat et est en discussion à la Chambre des députés.

Pour apprécier ce rôle de l'Etat et son évolution, il serait nécessaire d'étudier l'évolution du processus de planification et de sélection, voire de *numerus clausus* des étudiants, des modes de financement ainsi que l'évolution de la formation des agents occupant les positions de pouvoir (hauts fonctionnaires, hommes politiques, présidents et dirigeants des sociétés, etc.). Ce travail, sauf exceptions, comme dans le cas de la recherche sur le Sénégal, n'en est généralement qu'à ses débuts.

Le contrôle par l'Etat des effectifs de cadres ou d'ingénieurs qui doivent être formés, le soutien accordé par l'Etat à la formation de ces cadres varie fortement d'un pays à l'autre et parfois même à l'intérieur d'un pays donné selon les régions (Nord/Sud en Italie) ou les secteurs (ingénieurs/gestionnaires) ; il est souvent plus important en ce qui concerne les ingénieurs que les gestionnaires. Avec la privatisation croissante de certaines institutions, des Ecoles Polytechniques en Angleterre par exemple, et la diffusion internationale du modèle américain de l'enseignement de la gestion, jusques et y compris dans les secteurs les plus éloignés (écoles d'application de la fonction publique par exemple), on assiste à une transformation importante des rapports d'opposition des

secteurs public et privé de la formation des cadres, le dernier ayant renforcé sa position ces dernières années ce qui ne signifie pas que cette évolution soit unilinéaire et continue.

L'importance accordée par les nouvelles écoles de gestion à la reconnaissance par l'Etat de leurs diplômes a paru un indicateur pertinent pour l'étude du rôle et du poids de l'Etat. Cette reconnaissance paraît de moins en moins recherchée ; ainsi, les écoles qui, en Italie, souligne Grazia Scarfo, se sont regroupées autour du projet ASFOR ne recherchent pas la reconnaissance publique du titre de master qu'elles délivrent et qu'elles cherchent à contrôler par leurs propres moyens en essayant d'imposer une nouvelle légitimité. En Hongrie, note Ivan Bajomi, l'examen de la question de la réglementation de la reconnaissance des diplômes délivrés par les nouvelles écoles privées n'est pas prioritaire et a été repoussé à plus tard.

C'est dans les anciens pays socialistes que les transformations du rôle de l'Etat sont les plus visibles ; le système de formation des cadres dirigeants, autrefois complètement contrôlé par l'Etat et par le Parti communiste, est, on l'a déjà noté, profondément modifié. C'est dans le domaine de l'enseignement de la gestion et des sciences politiques que les changements sont les plus importants ; il a été mis fin au monopole d'Etat en matière d'éducation en 1990 mais des initiatives privées avaient vu le jour auparavant, souligne Ivan Bajomi. Ces initiatives privées se sont en fait développées fréquemment en liaison ou sous la dépendance d'institutions étrangères. Si la formation des cadres dirigeants est de moins en moins souvent contrôlée par les différents états, c'est en effet pour une part parce qu'elle devient de plus en plus souvent "internationale".

Les formations à l'étranger et l'internationalisation des formations

S'agissant d'étudier les institutions de formation des cadres dirigeants, il est en effet apparu très vite indispensable de prendre en compte les formations à l'étranger qui sont trop souvent passées sous silence dans les études sur les systèmes d'enseignement supérieur. Nikos Panayotopoulos montre comment en Grèce le passage par des institutions étrangères fait en quelque sorte office de passage par une grande école. Alors que les étudiants passés par les établissements nationaux n'ont le plus souvent accès qu'aux postes d'exécution, de techniciens, d'intermédiaires, les étudiants ayant suivi des formations à l'étranger ont plus facilement accès aux carrières les plus prestigieuses de l'industrie, du commerce, de la banque, des directions de la fonction publique et ont plus de facilités pour passer d'un secteur à l'autre ou pour se reconvertir. Les étudiants faisant leurs études à l'étranger représentaient le cinquième des étudiants norvégiens dans les années 50 ; ce taux n'a cessé de diminuer depuis. Les études à l'étranger sont restées à l'écart du mouvement de démocratisation relative observé en Norvège et c'est actuellement en technologie, en économie et en gestion qu'on enregistre les plus importants groupes d'étudiants partant faire leurs études à l'étranger (Rogg). Mais il existe bien sûr une hiérarchie qui varie avec le temps de ces formations ou de ces diplômes à l'étranger.

Au Sénégal, le nombre des étudiants faisant leurs études à l'étranger est croissant et les pouvoirs publics sont progressivement exclus du processus de sélection et d'orientation des étudiants partant à l'étranger ; on assiste, souligne Boubacar Niane à

un processus de désengagement de l'Etat sénégalais dans la formation des cadres. La valeur du diplôme est fortement dépendante de son extra-territorialité et ce sont le plus souvent les pays ou les organismes donateurs qui imposent, de façon plus ou moins directe, les secteurs de formation privilégiés. Plusieurs institutions transnationales de formation des cadres, dépendant plus ou moins directement des grandes institutions financières internationales ont vu le jour ces dernières années et occupent une place de plus en plus privilégiée dans le système des institutions de formation des cadres.

Il s'agit là de quelques cas particulièrement significatifs mais qui ne sont pas exceptionnels. L'étude fait apparaître l'importance de ces formations à l'étranger, y compris dans des pays où elles sont moins marquantes ou moins soulignées comme la Suède, les Pays-Bas ou la France. Outre les formations à l'étranger, il faut prendre en compte les diplômes étrangers qui peuvent être préparés en menant l'essentiel de ses études, à l'exception du temps réservé aux stages à l'étranger, dans le pays d'origine. Ainsi, en Hongrie, les écoles de gestion qui se présentent comme les plus "sérieuses" s'engagent à délivrer à leurs étudiants des diplômes étrangers, anglais notamment.

La tendance à l'homogénéisation des formations de cadres paraît relativement forte et les institutions les plus prestigieuses tendent à se regrouper, aussi bien à l'intérieur d'un pays donné comme c'est le cas en Italie avec l'ASFOR étudiée par Grazia Scarfo qu'entre plusieurs pays comme dans le cas de l'European MBA Consortium qui se définit comme "le club des huit meilleurs MBA européens". Anne-Catherine Wagner montre comment ces écoles constituent des instruments importants de formation et de consécration d'une bourgeoisie d'affaires internationale et s'interroge sur la signification et le succès de cette internationale des formations et des cadres qui est de fait dominée par certaines nationalités. L'histoire, étudiée par Yves Winkin, de l'émergence des Maisons internationales d'étudiants créées durant l'entre-deux-guerres à New York, Chicago et Berkeley, qui se pensaient comme des institutions égalitaires, démocratiques et progressistes et qui ont en fait accueilli et formé plusieurs générations de futurs cadres du monde international de la diplomatie, des affaires et de l'université peut fournir un exemple tout à fait intéressant pour l'analyse de l'apparition et du développement des nouvelles écoles internationales de gestion ou de management et du contexte dans lequel elles sont créées.

*

**

Si les recherches ont privilégié pour le moment l'espace des institutions de formation des cadres dirigeants et ses transformations, l'étude de ses relations avec le champ du pouvoir a cependant été abordée. Victor Karady fournit des bases pour cette recherche en étudiant l'évolution des rapports de force entre les diverses fractions des classes dirigeantes depuis la fin du 19e siècle jusqu'à l'entre-deux-guerres en Hongrie et la division du travail de domination, notamment entre la noblesse qui détient alors une position dominante dans le champ politique mais est en perte de vitesse dans le champ économique et les nouvelles couches qui se recrutent dans leur grande majorité dans des milieux allogènes (juifs, allemands, arméniens, etc.) investissant les marchés capitalistes

tout en restant exclues du pouvoir politique. La fonction publique où l'apport de capital essentiel reste la naissance s'oppose très fortement aux marchés privés (cadres de l'industrie et du commerce, professions libérales, etc.) où les titres scolaires sont de plus en plus souvent exigés.

L'étude des transformations du champ des positions dirigeantes et du champ du pouvoir en liaison avec les transformations du champ des institutions d'enseignement reste pour une grande part à faire pour la période contemporaine. Plusieurs contributions s'y sont intéressé cependant, et ont tenté de dégager quelques-unes des grandes tendances de ces transformations, notamment en Suède, aux Pays-Bas, au Sénégal (Broady et Palme, Heilbron, Niane). D'autres ont examiné de façon approfondie la constitution de tel ou tel secteur du champ du pouvoir en liaison avec l'histoire des institutions d'enseignement.

Odile Henry montre par exemple sur un secteur en plein développement : le conseil (en management, stratégie, etc.) comment en France l'apparition et la constitution d'un ensemble de nouvelles professions dirigeantes ne peuvent se comprendre qu'en relation avec les transformations du champ des grandes écoles. Maria-Rita Loureiro analyse la montée des économistes au Brésil et fait apparaître que le processus d'institutionnalisation et les transformations de l'enseignement de l'économie ne peuvent être compris sans prendre en compte les luttes entre les économistes structuralistes liés aux groupes nationalistes et les économistes monétaristes, plus proches des entreprises étrangères, autrement dit sans analyser les relations avec le champ de l'économie et avec le champ politique ainsi qu'avec le champ du pouvoir.

Les recherches en cours devront ainsi progressivement permettre d'élaborer non seulement une histoire structurale de l'espace des institutions de formation des cadres qui a pu être présentée ici pour de nombreux pays, mais aussi une histoire structurale de la classe dirigeante, et plus précisément de la position des cadres dirigeants du secteur public et du secteur privé dans le champ du pouvoir, par rapport notamment aux intellectuels ou aux hommes politiques. Ce champ du pouvoir sera étudié tout à la fois comme un champ de forces défini dans sa structure par l'état du rapport de force national et international entre des formes de pouvoir ou des espèces de capital différentes et un champ de luttes pour le pouvoir entre détenteurs de pouvoirs différents.

LE CHAMP DES FORMATIONS DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN SUEDE - BILAN DE RECHERCHE

Donald Broady et Mikael Palme

Le système d'éducation suédois, réputé pour son égalitarisme, se présente comme un système relativement peu hiérarchisé et sélectif, avec peu d'écoles d'élite manifestes. L'esprit d'égalité des chances a aussi marqué le dessein des grandes réformes éducatives d'après-guerre, impulsées par la social-démocratie sans être, jusqu'à la période récente, sérieusement contestées par d'autres forces politiques.

Les ambitions réformatrices, pendant la première période d'après guerre dirigées vers l'éducation primaire et secondaire mais atteignant, vers la fin des années soixante, le système d'enseignement supérieur, ont visé à obtenir, d'une part, la démocratisation du recrutement, et, d'autre part, l'adaptation du système d'enseignement au système économique (éducation professionnelle plutôt que "savante"). La grande réforme universitaire de 1977, qui a uni tout l'enseignement post-secondaire dans un même système, mit en même temps fin aux études "libres" en créant des filières standardisées visant à produire des professionnels. Dans la même logique, la création, pour compenser les inégalités régionales, d'une vingtaine de petits établissements universitaires de province, et l'introduction, pour compenser les inégalités sociales tout en satisfaisant aux besoins du marché du travail, d'une aide financière pour tous les étudiants, conçue comme suffisante pour la subsistance pendant les années d'études, se sont accompagnées d'un affaiblissement de l'autogestion universitaire à la suite de l'ouverture des directions des institutions universitaires aux représentants des syndicats, du patronat et des partis politiques.

La représentation du système d'enseignement supérieur comme comparativement égalitaire a été largement cultivée, comme en témoignent aujourd'hui les attaques violentes de la droite à la politique éducative traditionnelle de la social-démocratie : jugeant l'état actuel des choses ou comme mauvais ou comme satisfaisant et souhaitant ou un système plus sélectif ou un système plus démocratisé, on s'accorde sur le jugement selon lequel l'éducation existante est comparativement égalitaire. Bien que le système d'enseignement supérieur soit dans la réalité objectivement socialement hiérarchisé, comme le montrent des études nombreuses, cette représentation témoigne en elle-même du fait que les mécanismes par lesquels il contribue à reproduire la structure du champ du pouvoir restent incontestablement moins visibles et, peut-être, du point du vue des groupes familiaux des fractions dominantes, moins efficaces, que dans plusieurs autres pays européens. Tout se passe comme si le capital scolaire, tel qu'il est consacré par le système d'enseignement supérieur, ne suffisait pas par lui-même à garantir la reproduction des groupes dominants, forçant ainsi ces groupes à surpasser, pour ainsi dire, l'investissement scolaire dans leurs stratégies.

L'analyse qui est présentée ici (1), constitue une tentative pour décrire les polarités du champ des institutions d'enseignement supérieur en Suède, et ne peut prétendre dévoiler les stratégies de reproduction des groupes sociaux dominants dans leur totalité.

Les "cadres" en Suède et les institutions de formation

Le terme français - et le phénomène - "cadres" n'a pas d'équivalent évident dans le contexte suédois. Selon la représentation spontanée de l'espace des professions, on trouve trois catégories principales : 1. *arbetarna* (les travailleurs), 2. *tjänstemännen* (les salariés, c'est-à-dire, des "cadres" de niveaux différents), et 3. *företagarna* (les patrons). Si, autrefois, la distinction entre *ämbetsmän* (hauts fonctionnaires publics, un parallèle direct des *Beamte* allemands) et *tjänstemän* (cadres moyens publics et privés) était assez nette, les *tjänstemän* englobent aujourd'hui tous ceux qui ne sont considérés ni comme ouvriers ni comme patrons : un professeur, un médecin salarié, ou, dans une entreprise, tous les employés, du comptable au manager, sont des *tjänstemän*.

La plupart des médecins et beaucoup de juristes étant des *tjänstemän*, employés des entreprises privées ou des institutions publiques, les professions libérales sont assez marginales, aussi bien dans les représentations que dans un sens plus objectif. Autrement dit, l'analyse de la formation des "cadres" en Suède devrait inclure les facultés de droit et de médecine.

Selon la représentation spontanée - qui, dans ce cas, semble correspondre à des faits objectifs - la division "horizontale" principale parmi les *tjänstemän* distingue ceux qui sont employés dans le secteur public de ceux du secteur privé. Très grossièrement, les *tjänstemän* publics, parmi lesquels les femmes sont surreprésentées, tendent à avoir des salaires plus bas, et, en ce qui concerne leurs dispositions politiques, à être plus favorables à la social-démocratie.

Les *tjänstemän* sont principalement organisés dans deux syndicats, SACO (*Sveriges akademikers centralorganisation*) et TCO (*Tjänstemännens centralorganisation*). Le premier, SACO, qui tend vers la droite dans ses prises de positions politiques, regroupe et organise, pour simplifier, tous les salariés ayant un diplôme universitaire (professeurs secondaires et universitaires, médecins, ingénieurs diplômés, juristes salariés, etc.). Le second, TCO, qui est proche de la social-démocratie, organise tous les autres employés salariés (instituteurs, infirmières, employés publics moyens, etc.). Cela signifie que la division "verticale" des *tjänstemän* correspond, en gros, à l'opposition entre ces deux syndicats, les membres du SACO étant possesseurs d'un capital scolaire plus élevé et recevant des salaires plus importants.

Les cadres dirigeants du secteur privé sont principalement formés par les peu nombreuses "grandes écoles", comme HEC ou l'École polytechnique de Stockholm, et par les filières les plus prestigieuses des facultés des quatre universités anciennes. La quasi-totalité des institutions suédoises de l'enseignement supérieur sont publiques, la seule exception d'importance étant l'École des Hautes Études Commerciales de Stockholm qui

---

1-Les recherches présentées ici ont pu été réalisées grâce au support financier de la Direction nationale des universités (UHÄ), Stockholm.

appartient en partie au patronat. Une des oppositions les plus profondes du champ s'établit entre, d'une part, les quatre universités anciennes (Uppsala, Lund, Stockholm, Göteborg) et les écoles supérieures prestigieuses des grandes villes, et, d'autre part, les établissements universitaires plus récents de province, qui se trouvent obligés à lutter pour la reconnaissance de leur position, en créant, souvent, des alliances avec les entreprises privées dans la région.

Parmi les facultés, la faculté de médecine a joué un rôle important dans les stratégies de reproduction des "grandes familles" bourgeoises riches en capital culturel aussi bien qu'en capital économique. En Suède, les médecins semblent en partie avoir occupé des positions ailleurs prises par les fractions les plus cultivées, "das Bildungsbürgertum".

Handelshögskolan, l'École des hautes études commerciales, localisée à Stockholm, recrute annuellement un nombre assez limité d'étudiants (environ 300 étudiants par année), qui ont tous accumulé un capital scolaire maximum (i.e. une note moyenne maximum au lycée). L'École est un instrument extrêmement important dans la reproduction du "top management" des entreprises privées. (Les autres institutions de formation économique ont une valeur plus réduite).

Jusqu'aux temps récents un trait distinctif de la structure du patronat suédois a été l'importance d'un capital "technique" pour les carrières brillantes, les économistes et les juristes ayant eu un poids relativement moins important (2). Parmi les *tekniska högskolor* (l'équivalent des écoles polytechniques, écoles des Mines, écoles des Ponts et Chaussées), chargées de la formation des *civilingenjörer* (ingénieurs diplômés), les plus renommées sont *KTH* (l'École Polytechnique Royale) à Stockholm et *Chalmers* à Göteborg, deux écoles qui ont traditionnellement fonctionné comme une "grande porte", préparant aux carrières orientées vers les hautes positions dans les grandes entreprises privées. Aujourd'hui le développement semble donc être en faveur des économistes. Une formation particulièrement profitable qui donne accès aux hautes positions dans le champ économique est la combinaison des études polytechniques et des études économiques : un maximum de capital scolaire serait la combinaison des deux diplômes de HEC et de l'École Polytechnique. (Récemment a été créée, dans les écoles polytechniques, une filière spécifique, appelée communément "la filière-PDG", qui inclut des études économiques, de "management", etc.).

La culture estudiantine à HEC et dans les écoles polytechniques les plus renommées se caractérise par une intégration forte (des rituels de cooptation très élaborés, etc.), produisant un esprit de corps vif et des rapports interpersonnels fonctionnant comme capital social dans les carrières futures. Le public des écoles polytechniques inclut, néanmoins, une proportion assez importante d'étudiants d'une origine sociale moyenne - mais dans ce cas le père a très souvent un métier technique (cela est particulièrement vrai pour les étudiantes). Il faut dans ce contexte mentionner les différences souvent importantes entre des filières différentes dans les écoles polytechniques, une des oppositions principales séparant la filière d'études en mécanique, qui recrute principalement des étudiants issus de fractions riches en capital économique (fils d'industriels), et la filière de génie physique, dominée par des étudiants provenant des fractions intellectuelles (en particulier des fils de professeurs universitaires).

2-Selon un recensement effectué en 1986, la moitié des PDG des entreprises représentées sur la bourse de Stockholm avaient un diplôme d'ingénieurs diplômés, l'autre moitié étant des économistes ou des juristes. Cf. *Dagens Industri*, 17 février 1986.

S'il est un trait distinctif, par rapport à certains autres pays européens, tels la France ou l'Angleterre, c'est qu'il existe peu d'institutions universellement reconnues comme "écoles d'élite"; il reste que les institutions les plus prestigieuses - HEC, les facultés de médecine, les écoles polytechniques, certaines des écoles supérieures préparant aux plus hautes carrières dans le champ de production culturelle - occupent, aussi dans la conscience publique, une place primordiale dans la reproduction de la classe dominante.

A l'exception des écoles de formation culturelle, le critère décisif pour l'entrée dans toutes les institutions d'enseignement supérieur a été la note moyenne au baccalauréat (3). Il n'existe pas, en outre, d'équivalent aux classes préparatoires. Les seules exceptions sont les institutions de formation culturelle les plus prestigieuses, auxquelles on accède le plus souvent après une ou deux années d'études dans des écoles préparatoires (parmi lesquelles - ce qui est un cas exceptionnel en Suède - plusieurs des plus importantes sont privées).

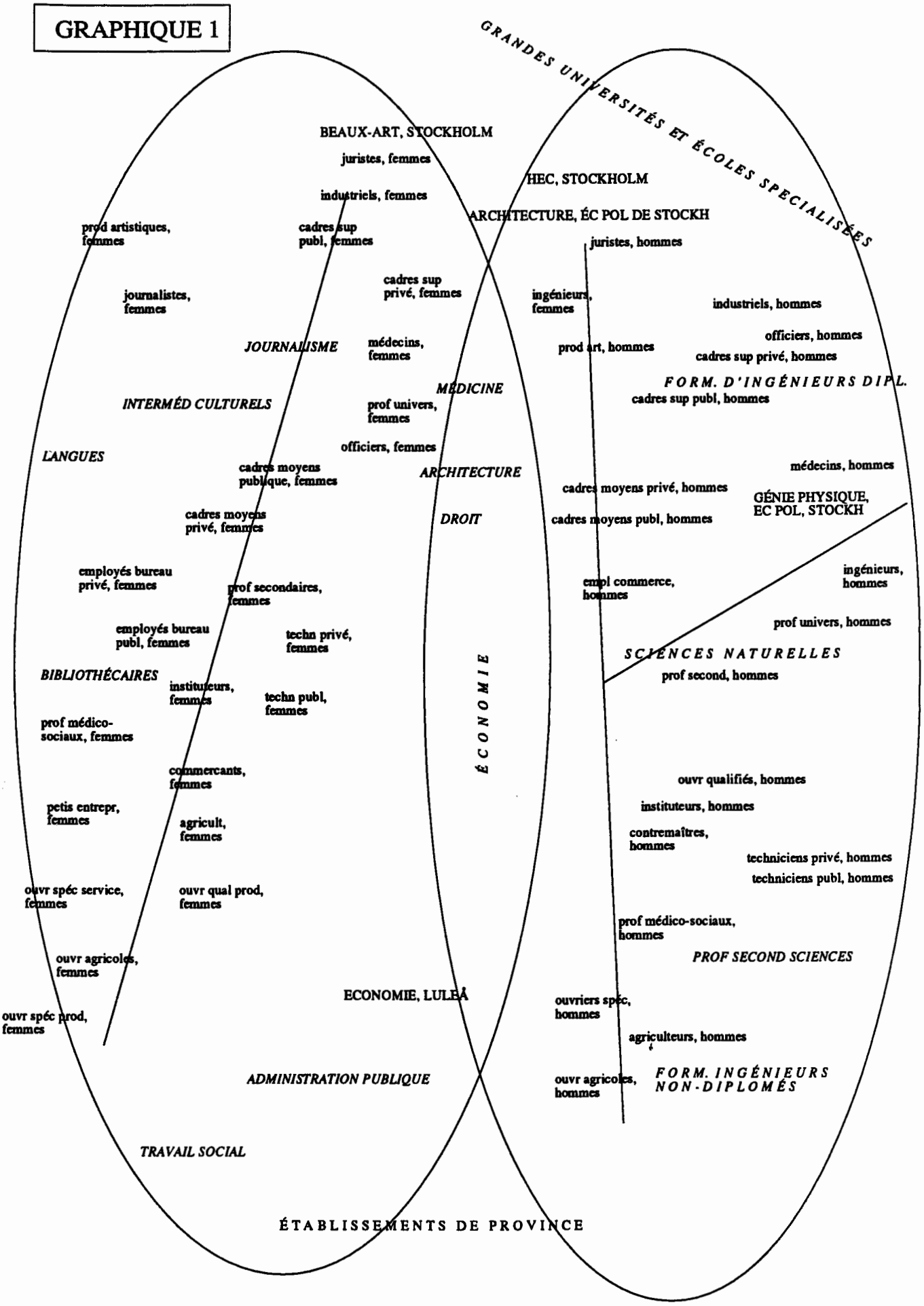
Le débat assez vif sur les désavantages de ce système homogène tient sans doute en partie au fait que les groupes dominants dans des champs sociaux divers préfèrent un système plus hiérarchisé et sélectif ou, au moins, une autonomie plus forte par rapport aux verdicts de l'école secondaire en ce qui concerne le recrutement des nouveaux entrants, comme le montre l'exemple de HEC de Stockholm, où la direction a récemment décidé d'admettre à l'École des candidats qui ont démontré "des capacités excellentes ou des aptitudes extraordinaires en technologie, lettres, art, musique ou sport".

La structure du champ des institutions d'enseignement supérieur

L'analyse se fonde sur les données existantes à la Direction Nationale des Universités sur tous les étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur pour les deux années de 1978 et 1984. Les informations sur les étudiants et leurs études ont été combinées avec l'information, obtenue dans le recensement national, sur la profession et le niveau d'instruction du père. Le fichier ainsi créé contient environ 160 000 étudiants par année, représentant la totalité de la population estudiantine. Les données ont fait l'objet d'un recodage, dont l'objectif était de créer une classification socioprofessionnelle aussi précise que possible (32 catégories dans l'analyse présentée ci-dessous).

3-Pendant une période, à partir de la fin des années 70, "l'expérience professionnelle" (mesurée par le nombre d'années de travail, y compris le travail manuel), pouvait compenser une note moyenne modeste, mais cette possibilité a continûment perdu de son importance. Actuellement, un concours pour l'entrée dans les facultés a été introduit qui constitue une voie d'accès alternative.

GRAPHIQUE 1


GRANDES UNIVERSITÉS ET ÉCOLES SPÉCIALISÉES
BEAUX-ART, STOCKHOLM
juristes, femmes
industriels, femmes
HEC, STOCKHOLM
ARCHITECTURE, ÉC POL DE STOCKH
prod artistiques, femmes
cadres sup publ, femmes
juristes, hommes
cadres sup privé, femmes
journalistes, femmes
ingénieurs, femmes
industriels, hommes
officiers, hommes
JOURNALISME
médecins, femmes
prod art, hommes
cadres sup privé, hommes
MÉDICINE
FORM. D'INGÉNIEURS DIPL.
INTERMÉD CULTURELS
prof univers, femmes
cadres sup publ, hommes
officiers, femmes
LANGUES
cadres moyens publique, femmes
ARCHITECTURE
médecins, hommes
cadres moyens privé, hommes
GÉNIE PHYSIQUE, EC POL, STOCKH
cadres moyens privé, femmes
DROIT
cadres moyens publ, hommes
employés bureau privé, femmes
prof secondaires, femmes
empl commerce, hommes
ingénieurs, hommes
prof univers, hommes
employés bureau publ, femmes
techn privé, femmes
SCIENCES NATURELLES
BIBLIOTHÉCAIRES
prof second, hommes
instituteurs, femmes
techn publ, femmes
ÉCONOMIE
prof médico-sociaux, femmes
commercants, femmes
ouvr qualifiés, hommes
petis entrepr, femmes
instituteurs, hommes
agricult, femmes
contremaîtres, hommes
techniciens privé, hommes
techniciens publ, hommes
ouvr spéc service, femmes
ouvr qual prod, femmes
prof médico-sociaux, hommes
ouvr agricoles, femmes
PROF SECOND SCIENCES
ECONOMIE, LULEÅ
ouvr spéc prod, femmes
ouvriers spéc, hommes
agriculteurs, hommes
ADMINISTRATION PUBLIQUE
ouvr agricoles, hommes
FORM. INGÉNIEURS NON-DIPLOMÉS
TRAVAIL SOCIAL
ÉTABLISSEMENTS DE PROVINCE

Deux mondes socialement hiérarchisés : les formations féminisées et les formations dominées par les hommes

Si on prend l'origine sociale des étudiants, tout en distinguant entre les deux sexes (4), comme indicateur unique de la position d'une formation (5) universitaire déterminée, l'analyse des correspondances fait apparaître trois oppositions principales dans le champ de l'enseignement supérieur en Suède. En premier lieu, les formations dominées par les femmes se séparent des formations dominées par les hommes (Graphique 1). Ainsi, les formations de travailleurs sociaux, de cadres dans l'administration publique, de bibliothécaires, de professeurs de langues, d'intermédiaires culturels, d'artistes et de journalistes s'opposent surtout aux formations de sciences (mathématiques et physique) et d'ingénieurs diplômés et, moins fortement, aux formations d'économie.

A l'intérieur de chaque région du champ (celle dominée par les femmes et celle dominée par les hommes), s'établit une hiérarchie sociale. L'univers des formations féminisées est structuré par une opposition entre, d'une part, les formations dominées par les femmes issues des classes populaires (et surtout par les filles d'ouvriers spécialisés), et, d'autre part, les formations dominées par les femmes issues de la classe supérieure. Les étudiantes issues des groupes sociaux les moins munis de capital reconnu se trouvent en grande partie reléguées dans le sous-champ des formations de travail social et d'administration publique et, simultanément, dans les écoles de province; l'entrée dans les formations - souvent prestigieuses - caractérisées par une présence à peu près égale des deux sexes (médecine, architecture, droit) est le privilège des femmes issues des couches supérieures (filles de médecins, d'ingénieurs diplômés, de professeurs d'université et de lycée, de juristes, de cadres supérieurs, d'industriels et d'officiers). De même, l'absence des femmes d'une origine sociale élevée dans les formations les moins prestigieuses (travail social, administration publique) se trouve contrebalancée par leur surreprésentation dans les formations qui valorisent leur capital culturel hérité : les formations d'intermédiaires culturels, d'art, de journalisme, de médias. Autrement dit, et de façon schématique, les formations de l'enseignement supérieur se divisent en deux mondes séparés, celui des femmes et celui des hommes, l'entrée à l'intersection des deux ensembles étant réservée aux fils et filles des classes sociales les plus favorisées.

Les entretiens réalisés à l'École de Journalisme de Stockholm et dans la section de "sciences de la culture" (intermédiaires culturels) à l'Université de Stockholm indiquent l'existence d'un véritable mouvement des femmes des classes supérieures vers les formations culturelles les plus prestigieuses, produit soit par un échec relatif dans la compétition scolaire qui les exclut des formations les plus rentables (y compris de celles où la distribution entre les sexes est à peu près égale, comme la médecine ou

---

4-Afin d'éviter de créer une opposition fausse entre l'identité sexuelle et l'identité sociale (ou, ici, entre la variable "sexe" et la variable "origine sociale"), on a repris, dans la première analyse, les profils sociaux des formations selon le sexe. Ainsi, l'analyse distingue entre "fille d'un ingénieur diplômé", "fils d'un ingénieur diplômé", etc.

5-Le terme "formation" désigne ici une formation déterminée dans une école ou un établissement universitaire déterminé. Autrement dit, on distingue entre, par exemple, génie physique à KTH (l'École Polytechnique Royale de Stockholm) et génie physique à l'École polytechnique de *Chalmers* à Göteborg, etc.

l'architecture), soit par un refus d'entrer dans les carrières les plus compétitives et de se soumettre aux exigences de la compétition. Tout se passe comme si la Culture constituait le seul domaine accessible à celles qui ne sont pas ou ne se sentent pas appelées à faire des études "utiles", transformant ainsi un simple déclassement (travail salarié non-qualifié), temporaire ou non, en un "choix" libre. Cet amour de la culture ne peut être que renforcé par les dispositions culturelles et la possession d'un capital culturel apte à la compétition. Les études culturelles, fonctionnant comme une École pour la formation de la personne et la personnalité plutôt que pour la transmission d'un savoir déterminé, permettent aussi d'échapper au classement et aux hiérarchies évidents dans d'autres champs d'études, donnant ainsi un répit pour "trouver son chemin", c'est-à-dire pour connaître suffisamment ses propres capacités et l'état actuel des différents champs sociaux et pour pouvoir faire un investissement plus informé et plus sûr.

L'inclination "naturelle" des femmes issues des couches supérieures pour les études culturelles fait un contraste marqué avec le chemin difficile et long que les filles - et les fils - des classes populaires doivent parcourir pour y arriver. La distance à la culture légitime - y compris un manque de connaissances et d'informations sur des champs de production culturelle et des institutions éducatives proches de ces champs - ne peut que renforcer la méfiance à l'égard de la valeur (économique et sociale) d'un investissement déjà risqué et obscur. Ainsi, plusieurs entretiens indiquent que le chemin conduisant aux institutions de formation culturelle les plus prestigieuses (Beaux-Arts, École de Journalisme, Académie de musique, Institut des médias, etc.) passe souvent, pour les étudiants des classes populaires, par des écoles inférieures et, de fait, préparatoires, à une orientation culturelle. Il faut ici souligner l'importance des *folkhögskolor* (6), "les écoles du peuple" - en général méprisées par la classe supérieure - qui de plus en plus constituent un système hiérarchisé d'écoles préparatoires, dans lequel les différentes écoles peuvent, par leurs racines locales et régionales, fonctionner comme une station dans la trajectoire individuelle où l'horizon des institutions culturelles devient visible et où le projet d'études et d'une carrière proche du champ culturel prend forme et devient, littéralement, pensable (7). La plupart des étudiants des classes populaires inscrits dans une formation culturelle qui sont passés par une école du peuple parlent de cette période de leur vie comme d'une période heureuse, pendant laquelle ils ont beaucoup changé et où ils ont, parfois pour la première fois de leur vie, rencontré des "pareils" et des "gens

---

6-Écoles qui ne font pas partie intégrante du système d'éducation formelle et qui étaient, à l'origine, créées par des mouvements sociaux tels que le mouvement ouvrier, les associations des paysans ou les mouvements chrétiens. Les "écoles du peuple" ont joué un rôle important dans la formation du mouvement social-démocrate, entre autres dans la formation des cadres et des leaders politiques.

7-Il faut ajouter que rien ne suggère que certains des champs de production culturelle (littérature, critique littéraire, journalisme et média) - ou, plus exactement, les positions dominantes de ces champs - soient dominés de façon évidente par des agents issus de la classe dominante. On pourrait se demander si l'investissement considérable exigé pour des carrières de haute pente n'est pas en ce domaine fait plus facilement par les nouveaux entrants des classes moyennes et de province qui, ayant tout à gagner et peu à perdre, se soumettent complètement aux conditions de la compétition et prennent les risques d'être éliminés ou d'occuper des positions modestes sans avoir gardé d'autre voie alternative. Les entretiens indiquent justement que l'hésitation des étudiants issus des classes supérieures face aux droits d'entrée de certains des champs de production culturelle s'explique par leur refus de jouer une seule carte et par un habitus qui les dispose à toujours garder des alternatives ouvertes et à faire seulement les choix les mieux informés.

fantastiques et drôles" (fille d'ouvrier spécialisé). L'ambiance particulière de certaines de ces écoles - contact intense et personnel avec les professeurs, isolement relatif dans la campagne, logement à l'école, etc. - fait qu'elles peuvent fonctionner comme "une seconde famille" (fille d'ouvrier spécialisé) pour les étudiants issus des familles culturellement dépossédées. Cette absorption par l'école se produit rarement dans le cas des rares élèves issus des couches supérieures, pour lesquels le choix de l'école du peuple est le plus souvent un choix forcé par l'échec à l'entrée dans les institutions plus prestigieuses ou vécu comme alternatif parmi d'autres dans les années qui précèdent l'investissement éducatif plus définitif.

Une structure en chiasme : la grande porte et la petite porte, le pôle économique et le pôle intellectuel

Si le second facteur du premier traitement des données (femmes et hommes séparés) fait apparaître une hiérarchie sociale dans les deux régions du champ, allant des classes populaires aux fractions appartenant à la classe supérieure, le troisième facteur, qui n'est pas reproduit ici, met en lumière une seconde opposition : pour les deux régions du champ s'établit une opposition tout-à-fait parallèle entre, d'une part, les formations dominées par des groupes proches du secteur privé et du champ économique (fils et filles d'industriels, de cadres supérieurs et moyens privés, d'employés de commerce, de commerçants, etc.) et, d'autre part, des formations dominées par les étudiants et étudiantes issus des groupes sociaux proches plutôt du secteur public et dépendants de leur capital scolaire et culturel (professeurs universitaires, médecins, professeurs du secondaire, instituteurs).

Cette dernière opposition s'exprime plus clairement dans le second traitement (Graphique 2) où les femmes et les hommes des différents groupes sociaux ne sont pas séparés. Le premier facteur de cette analyse oppose, d'une part, les formations les plus prestigieuses situées dans les écoles les plus prestigieuses (formations d'ingénieurs diplômés à l'École polytechnique de Stockholm et à *Chalmers*, architecture, médecine à *Karolinska institutet*, Stockholm, et à Uppsala et Lund, certaines des formations d'économie et de culture, notamment HEC de Stockholm, économie de l'université de Stockholm, Beaux-Arts de Stockholm, etc.) et, d'autre part, les formations orientées vers les domaines du travail social, administration publique, science des comportements et pédagogie, souvent situées dans les établissements de province (8).

Le second facteur présente de nouveau l'opposition déjà décrite au-dessus entre ce qui pourrait être interprété comme un pôle privé et un pôle public (ou intellectuel). D'un côté, les formations d'économie et de droit, de l'autre médecine, sciences naturelles (physique, chimie et, en particulier, biologie), agronomie et les formations de professeurs du secondaire (de langues, de lettres et, surtout, de sciences).

8-Le second facteur du premier traitement des données (femmes et hommes séparés) rend visible une hiérarchie sociale dans les deux régions du champ, allant des classes populaires aux groupes appartenant à la classe supérieure. Le troisième facteur (Graphique 2) met en lumière une seconde opposition : pour les deux régions s'établit une opposition tout à fait parallèle entre d'une part les formations dominées par des groupes proches du secteur privé et du champ économique (fils d'industriels, de cadres supérieurs et moyens privés, d'employés de commerce, de commerçants, etc.) et, d'autre part, des formations dominées par les étudiants issus des groupes sociaux proches plutôt du secteur public et dépendants de leur capital scolaire et culturel (professeurs d'université, médecins, professeurs du secondaire, instituteurs).

GRANDES UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES

GRAPHIQUE 2

HEC

Ingén mécanique, Éc Pol Stockh

ingénieurs diplomés

Ingén génie physique, Éc Pol Stockh

Ingén génie physique, Uppsala

juristes

industriels

Architecture, Éc Pol Stockh

Médicine, Uppsala

Acteurs théâtre, Stockholm

Médicine, Inst Karolinska

Économie, Stockh

Acteurs théâtre, Göteborg

Institut des Médias, Stockh

médecins

professeurs universitaires

cadres sup privé

Droit, Stockh

École de Journalisme, Stockholm

Beaux-Arts, Stockholm

DROIT

Économie, Uppsala

FORM. D'INGÉNIEURS

officiers

MÉDECINE

Médicine, Lund

Beaux-Arts, Göteborg

ÉCONOMIE

cadres sup publique

Architecture, Chalmers

Physique, Uppsala

Droit, Uppsala

SCIENCES NATURELLES

cadres moyens privé

journalistes

producteurs artistiques

Biologie, Uppsala

techniciens privé

techniciens publique

cadres moyens publique

FORM. INTERMÉD CULTURELS

professeurs secondaires

employés de commerce

employés de bureau privé

employés de bureau publique

secteur privé

sectur publique

Agronomie, Uppsala

commercants

Ingén ponts et chaussée, Luleå

Économie, Luleå

ouvriers qualifiés service

contremîtres

École des bibliothécaires, Borås

instituteurs

FORM. PROFESSEURS SECOND (LANGUE)

petits entrepreneurs

ouvrier qual product

FORM. PROFESSEUR SECOND (SCIENCES)

professions médico-sociaux

agriculteurs

FORM. D'INGÉNIEURS NON-DIPLOMÉS

ouvriers agricoles

FORM. ADMINISTRATION PUBLIQUE

ouvriers spécialisés service

ouvriers spécialisés production

FORM. TRAVAIL SOCIAL

ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES RÉGIONAUX

Pôle économique et pôle intellectuel

Les formations d'ingénieurs diplômés occupent des positions intermédiaires. On observe que les formations de génie physique se trouvent nettement du côté des formations ayant un recrutement plus intellectuel (pôle public : professeurs universitaires, etc.), alors que les formations de génie mécanique penchent plutôt vers l'autre pôle (pôle privé : industriels, etc.).

Il faut souligner la dimension régionale de ces oppositions fondamentales. D'une part, on observe une opposition entre les écoles universitaires de province, avec un recrutement social modeste, et les formations des grandes universités (surtout Stockholm, Uppsala et Lund) et les écoles spécialisées de Stockholm (HEC, Beaux-Arts, École Polytechnique Royale, Institut Karolinska, etc.). D'autre part, on note une opposition, moins prononcée, entre les universités les plus anciennes et "académiques" (Uppsala, Lund), et les écoles supérieures les plus prestigieuses (à Stockholm). Les positions extrêmes proches du pôle intellectuel sont occupées par des formations situées à Uppsala et Lund.

A l'intérieur de chaque sous-champ (économie, droit, formations d'ingénieurs diplômés, formations de professeurs, formations culturelles, etc.), les différents établissements sont nettement hiérarchisés. Parmi les écoles polytechniques, celle de Stockholm (École polytechnique royale (9)) se trouve en tête, suivie par celles de *Chalmers* (Göteborg), d'Uppsala, de Lund et - à une distance considérable - de Luleå (ville de l'extrême nord). A l'intérieur du champ des formations d'économie, HEC de Stockholm occupe une position incontestable, suivie par la formation de l'université de Stockholm (située à l'extrême du pôle privé) et la formation de l'université d'Uppsala (penchant plutôt vers le pôle intellectuel).

Les écoles supérieures d'art et de théâtre occupent des positions étonnantes, proches du pôle privé et des formations d'économie. Elles doivent leur position - dans les deux dimensions du graphique (Graphique 2) - au fait d'une surreprésentation assez forte des étudiants (et en particulier des étudiantes) issus des familles d'industriels et de cadres supérieurs privés et d'une sous-représentation non moins forte des fils de professeurs universitaires. Ils est probable que le pourcentage élevé dans les écoles des Beaux-Arts des étudiants issus des fractions les plus riches en capital économique dépend, au moins en partie, du fait qu'un investissement si risqué se laisse faire plus facilement quand la reproduction de la base matérielle de la position sociale est assurée. A cela s'ajoute sans doute que les écoles des Beaux-Arts représentent une carrière socialement tout à fait légitime. Cette hypothèse semble être confirmée par la prudence prononcée des fractions riches en capital culturel mais relativement faibles en capital économique qui les dispose à chercher les investissements éducatifs sûrs, tels que la médecine, les sciences ou les écoles polytechniques, et à éviter les formations les plus risquées (dans les deux années analysées, 1978 et 1984, aucun des étudiants des deux grandes écoles des Beaux-Arts n'était fils ou fille d'un professeur d'université). Mais cela n'est pas toute la vérité : il est aussi possible que les écoles d'art se caractérisent par le fait de recevoir, plus que d'autres formations, des étudiants ayant une trajectoire *déviante* par rapport à la trajectoire modale de leur groupe d'origine.

9-Il faut mentionner la bataille qui se déroule sur l'épithète ancienne "royale", contestée, dans les temps modernes, par la Direction nationale des universités, mais néanmoins utilisée par l'école, par exemple dans son logotype.

Écoles et styles de vie (10)

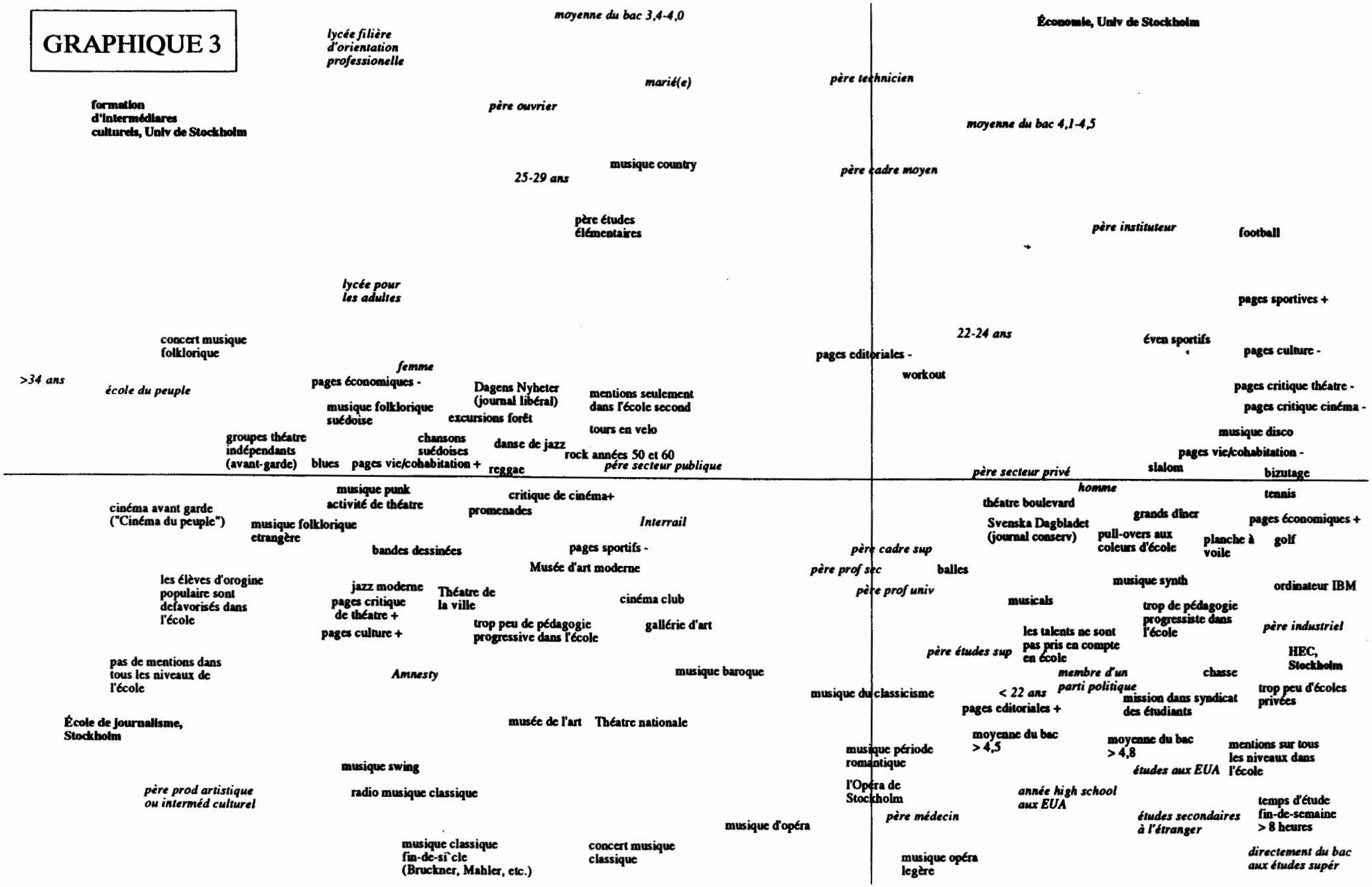
Si la position occupée par un établissement supérieur est largement déterminée par les stratégies éducatives des étudiants qui, munis d'un capital variant en structure et en volume, le fréquentent et le valorisent, il est également vrai que les écoles elles-mêmes, institutions porteuses de traditions qui sont d'autant plus fortes que la position de l'école est plus reconnue, ont un pouvoir magique social qui leur permet de transformer, en les cooptant, les étudiants qui y sont acceptés. Ce que les étudiants eux-mêmes souvent s'accordent pour désigner, surtout quand il s'agit des écoles ou des formations distantes de la leur, comme la "culture" d'école, excerce toujours une influence au-delà des prises de distance individuelles en se distinguant et se séparant des manières d'être, de faire, de se présenter, d'étudier, d'imaginer son propre futur social, des écoles ou formations occupant des positions différentes.

Les étudiants de HEC, qui, avec peu d'exceptions se concentrent dans le coin sud-est du Graphique 3 (11), se distinguent par leurs carrières scolaires (note moyenne très élevée au bac, études scolaires à l'étranger, une année d'études secondaires aux Etats-Unis, passage direct du lycée aux études supérieures, études post-secondaires aux EU). La carrière scolaire réussie au lycée et un habitus qui les dispose à tirer sans délai profit de cette carrière pour commencer immédiatement leurs études supérieures expliquent sans doute en partie que les étudiants ici aussi tendent à se distinguer par leurs opinions sur l'école en Suède (le talent n'est pas pris en compte, trop peu d'écoles privées, des notes devraient être données à tous les niveaux de l'école primaire et de l'école secondaire, les classes d'école sont trop mélangées et hétérogènes, etc.). L'appréciation du bizutage, des grands dîners et des pull-overs aux couleurs de l'École exprime un sens de la légitimité de l'existence du corps, la croyance dans ses valeurs et l'acceptation du fait d'être coopté par lui, tout en témoignant de l'importance des traditions estudiantines qui anticipent, dans des formes souvent exagérées, les exigences de la vie mondaine (prières de dîner, etc.). La préférence pour les éditoriaux et les pages économiques des journaux, du *Svenska Dagbladet* (le journal conservateur dominant) et le goût pour le tennis, le slalom, le golf et la chasse, ainsi que le mélange spécifique, dans les pratiques culturelles, d'une reconnaissance de la culture la plus légitime (le Théâtre National, l'Opéra, la musique classique du 18ème siècle, etc.), d'une culture plutôt mondaine (opérette, variétés, théâtre de boulevard), et de la culture moyenne (danse de bal, musique électronique) indiquent une culture mondaine dont la connaissance de la politique, de l'économie et de la culture légitime, aussi bien que la familiarité avec des pratiques distinctives (mais pas du tout d'avant-garde) et souvent économiquement coûteuses sont des ingrédients.

10-L'analyse esquissée ici est basée sur les données d'une enquête postale réalisée dans quatre institutions (HEC de Stockholm, la formation d'économie de l'Université de Stockholm, l'École de journalisme de Stockholm, la formation d'intermédiaires culturels de l'Université de Stockholm; n=364), et sur des entretiens approfondis réalisés dans les mêmes institutions (n=55). Le questionnaire utilisé pour l'enquête postale inclut 66 questions sur l'origine sociale, la carrière scolaire et professionnelle, les études, la culture estudiantine, et sur les pratiques sportives et culturelles des étudiants.

11-Les données ont fait l'objet d'une analyse des correspondances.

GRAPHIQUE 3


moyenne du bac 3,4-4,0
lycée filière d'orientation professionelle
Économie, Univ de Stockholm
marié(e)
père technicien
formation d'intermédiares culturels, Univ de Stockholm
père ouvrier
moyenne du bac 4,1-4,5
musique country
père cadre moyen
25-29 ans
père études élémentaires
père instituteur
football
lycée pour les adultes
pages sportives +
22-24 ans
concert musique folklorique
éven sportifs
pages culture -
pages editoriales -
femme
workout
>34 ans
école du peuple
pages économiques -
Dagens Nyheter (journal libéral)
mentions seulement dans l'école second
pages critique théâtre -
musique folklorique suédoise
pages critique cinéma -
excursions forêt
tours en velo
musique disco
groupes théâtre indépendants (avant-garde)
chansons suédoises
danse de jazz
pages vie/cohabitation -
rock années 50 et 60
blues
pages vie/cohabitation +
reggae
père secteur publique
père secteur privé
slalom
bizutage
musique punk
critique de cinéma+
homme
tennis
activité de théâtre
théâtre boulevard
cinéma avant garde ("Cinéma du peuple")
promenades
grands dîner
pages économiques +
musique folklorique etrangère
Interrail
Svenska Dagbladet (journal conserv)
pull-overs aux coleurs d'école
planche à voile
golf
bandes dessinées
pages sportifs -
père cadre sup
Musée d'art moderne
père prof sec
balles
les élèves d'orogine populaire sont defavorisés dans l'école
jazz moderne
Théatre de la ville
cinéma club
musique synth
ordinateur IBM
père prof univ
pages critique de théatre +
musicals
trop de pédagogie progressiste dans l'école
trop peu de pédagogie progressive dans l'école
gallérie d'art
pages culture +
les talents ne sont pas pris en compte en école
père industriel
père études sup
HEC, Stockholm
pas de mentions dans tous les niveaux de l'école
Amnesty
musique baroque
membre d'un parti politique
chasse
musique du classicisme
< 22 ans
trop peu d'écoles privées
mission dans syndicat des étudiants
pages editoriales +
École de journalisme, Stockholm
musée de l'art
Théatre nationale
moyenne du bac > 4,5
moyenne du bac > 4,8
musique période romantique
mentions sur tous les niveaux dans l'école
musique swing
études aux EUA
l'Opéra de Stockholm
année high school aux EUA
père prod artistique ou interméd culturel
radio musique classique
temps d'étude fin-de-semaine > 8 heures
père médecin
études secondaires à l'étranger
musique d'opéra
musique classique fin-de-si`cle (Bruckner, Mahler, etc.)
concert musique classique
musique opéra legère
directement du bac aux études supér

Les entretiens confirment que la distance au champ de production culturelle représente un certain souci pour les étudiants de HEC, dont l'anticipation des trajectoires brillantes inclut une prétention de transgression et d'universalité, bref, de s'orienter aussi facilement dans le monde de la culture que dans le monde de l'économie. Leur temps n'étant pas suffisant pour des investissement culturels importants, que leurs dispositions ne rendent d'ailleurs pas probables, ils sont renvoyés vers les institutions et les noms les plus connus et légitimes (le Théâtre National, Ingmar Bergman, etc.). Ainsi, ils risquent toujours d'être ridiculisés par les groupes plus proches du champ de production culturelle pour apprécier une culture qui a déjà perdu sa valeur distinctive. Ce n'est sans doute pas un hasard si les étudiants de HEC, dans la conversation sur leurs pratiques culturelles, déclarent leur estime pour les objets "classiques" et pour une culture qui a une "valeur durable". Ces dispositions sont encore confirmées par les critiques du journal de leur choix, qui, comme tous les critiques des grands journaux, savent assurer leur public de la légitimité de la culture qu'ils prétendent connaître : alors que *Svenska Dagbladet* cite des grands noms, du classique et du durable, *Dagens Nyheter* (journal libéral dominant) s'intéresse aux "sous-cultures", à l'avant-garde et aux genres en voie d'acquérir de la légitimité (musique rock, bandes dessinées, littérature enfantine, etc.).

Souvent doublement élus par leur origine sociale élevée et par leur carrière scolaire exceptionnelle, les étudiants de HEC expriment une prétention à l'universalité et à la modernité, à être en prise sur le futur, qui se trouve encore renforcée par la position dominante de l'École dans le champ universitaire. Ainsi, dans leurs jugements sur l'école en Suède ou sur les questions politiques ou culturelles du jour, ils manifestent leurs prises de distance par rapport au "particularisme" , au "fanatisme" ou au "traditionalisme" des pratiques ou des points de vue des étudiants d'autres établissements, soit, comme dans le cas des étudiants d'économie de l'université de Stockholm, pour leur manque de culture générale, soit, comme dans le cas des futurs intermédiaires culturels pour un goût traditionaliste et régionaliste (par exemple la musique folklorique) qui ne se trouve pas, selon les principes de la modernité et de la transgression, contre-balancé par un esprit plus "moderne". Cette prétention à l'universalité se traduit aussi, et non pas au moindre degré, dans le rapport idéal au corps et aux manières de s'habiller qui s'expriment avant tout dans la recherche de *l'aisance*, la capacité incorporée de se déplacer naturellement sur des marchés sociaux différents. Ainsi, il n'est pas étonnant que les étudiants de HEC, s'expliquant sur les manières de s'habiller, soulignent avant tout le besoin de pouvoir naturellement changer entre un style "libre" (ce qui signifie, dans leur cas, le plus souvent les jeans) et un style "strict" (tenue complète et cravate pour les hommes, jupe, chemisier et collier pour les femmes), sans pour autant se laisser perdre dans le "fanatisme" qui exige seulement un des deux extrêmes.

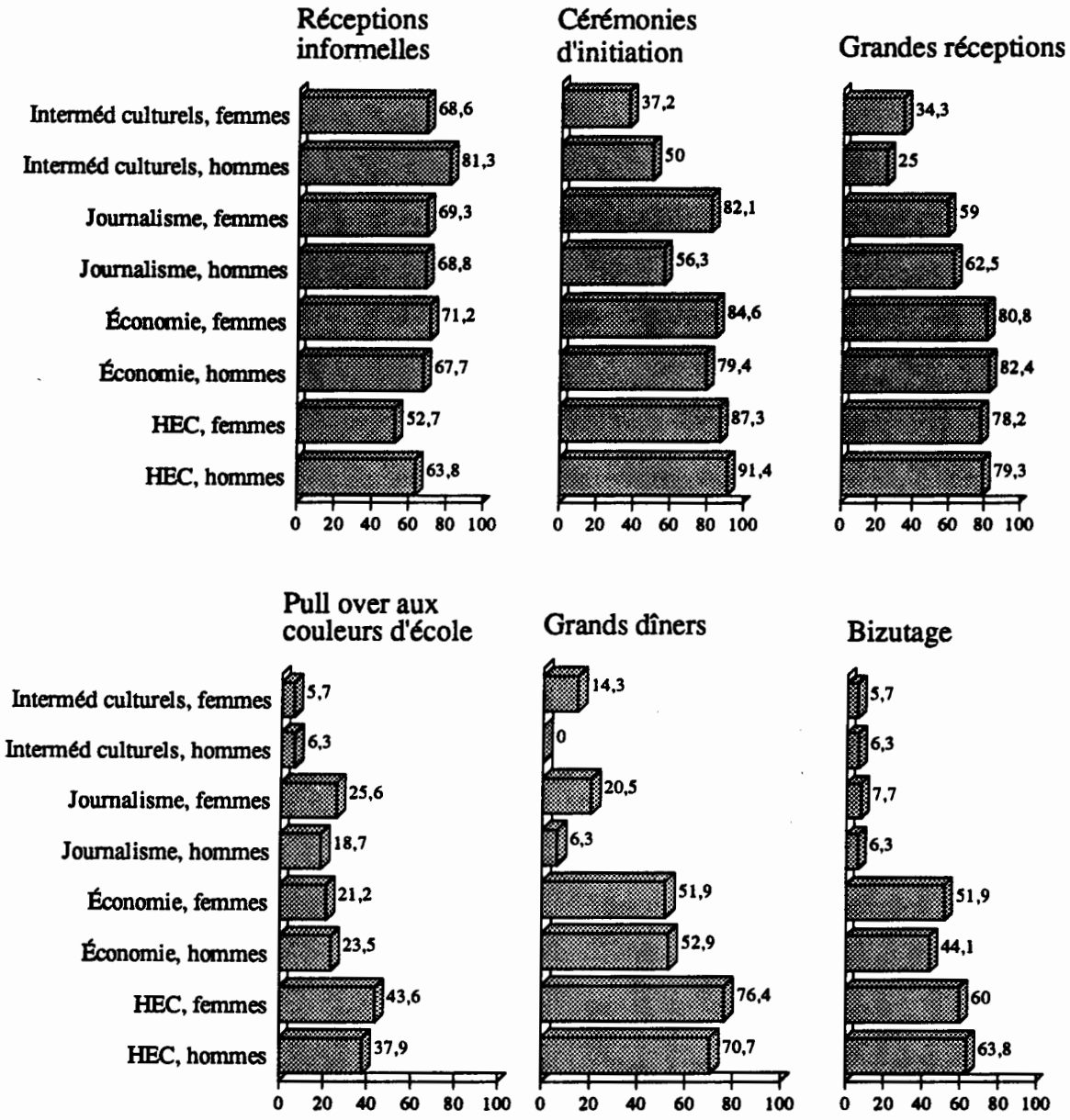
Les étudiants de l'École de journalisme, réunis dans le coin sud-ouest du graphique 4, expriment dans leurs prises de positions dans le débat sur l'école (pas de notes à l'école primaire et à l'école secondaire, trop peu de pédagogie libératrice, les élèves d'origine ouvrière sont défavorisés, etc.) leur individualisme et leur aversion contre les classifications institutionnelles. Dans leurs pratiques culturelles, ils favorisent l'avant-garde et la proximité du champ de production culturelle ("Cinéma du peuple", théâtres indépendants, jazz, musique punk, etc.), ce qui ne les empêche pas, comme en témoignent leur goût pour Bruckner, Mahler et Bartók ou leur intérêt pour l'art moderne et pour le Théâtre national, de faire les investissements nécessaires et coûteux (en temps) dans la culture la plus légitime.

Les étudiants des écoles de culture et de transmission culturelle - et surtout ceux qui fréquentent les plus prestigieuses de ces écoles - s'unissent par l'importance qu'ils donnent à tout ce qui concerne la personne et la personnalité, l'individu et l'individualité. Ce n'est pas, sans doute, par hasard si nombre d'entre eux expriment leur conviction que leur propre trajectoire est unique, se distingue des trajectoires des autres étudiants, y compris de ceux qui font les mêmes études. Les manières de s'habiller doivent éviter le conformisme et exprimer "la personne". Le dégoût que les étudiants expriment souvent de leur propre image des étudiants de HEC - portefeuille strict en cuir, business suit et cravate pour les hommes, jupe plissée et collier de perles pour les étudiantes - est surtout une aversion profonde pour tout ce qui pourrait faire penser à la subordination de l'individu à la collectivité, à l'"adaptation", pour utiliser un mot qui, dans un monde de personnes qui se comprennent comme des personnalités, est particulièrement injurieux. Souvent la couleur noire, en tant que telle, représente cette résistance contre le fichage et la classification, fonctionnant ainsi comme un tribut collectif au culte de l'individualité. Les explications justificatives présentées par les étudiants interviewés lors d'une bal d'étudiants à l'École de journalisme de Stockholm dans lequel la quasi-totalité des 300 participants étaient habillés en noir, montre que le caractère collectif de la manifestation de la résistance contre la collectivité peut produire un certain embarras mythologique.

Le même habitus s'exprime dans la condamnation des traditions estudiantines typiques de certaines écoles anciennes et prestigieuses, telles HEC ou l'École polytechnique: grands dîners, bizutage ou pull-overs aux couleurs de l'école. La pratique de telles traditions constitue un outrage parce qu'elle déclare ouvertement la subordination de l'individu à une collectivité supérieure : le corps (dans le double sens de corps d'étudiants et corps professionnel). La recherche de l'individualité se manifeste souvent dans la prise de distance par rapport aux pratiques considérées comme contraires à l'individualité. Ainsi, les futurs intermédiaires culturels de l'Université de Stockholm, dans leurs descriptions des réceptions et des bals, soulignent surtout qu'on ne donne jamais de discours et ne pratique jamais le placement à table ou la tenue stricte, et avancent des valeurs différentes: l'intimité, des bougies, être assis en cercle par terre.

GRAPHIQUE 4

Prises de positions par rapport à la culture estudiantine.
Pourcentage des étudiants qui se déclarent favorables



L'habitus individualiste confirme, et est confirmé par les demandes inscrites dans les propres études. L'apprentissage est conçu comme un aspect du développement de la personnalité qui n'a de valeur qu'à condition que la personnalité elle-même se développe : la formation universitaire se transforme en "une école aussi bien pour moi comme personne que pour la formation elle-même", comme le dit une future intermédiaire culturelle. L'unité entre formation et vie est le plus poussée dans les formations de producteur artistique (telle l'Académie des Beaux Arts de Stockholm), où, souvent, la distinction entre, d'une part, la formation, avec ses demandes et son contenu, et, d'autre part, la croissance de la personne et de la personnalité, "la vie elle-même", pour citer un étudiant interviewé, tend à disparaître. On est loin de la démarcation claire entre "études" et "temps libre" faite par les étudiants de l'École polytechnique ou de HEC. Le refus souvent rencontré parmi les étudiants des écoles artistiques d'admettre qu'on fréquente une formation professionnelle (une expression d'un habitus anticonstitutionnel selon laquelle l'idée de porter par exemple des pull-overs aux couleurs de l'École se présente comme particulièrement ridicule) tient au fait que la formation ici prend souvent la forme d'un projet "total" dans lequel la personne et la personnalité sont en jeu. Dans la même logique, les essais d'écriture et les discussions fréquentes sur les produits de l'écriture à l'École de Journalisme représentent une mise à l'épreuve perpétuelle de la personnalité : du perfectionnement et de l'élégance linguistique, mais aussi l'expression d'une "personne" riche en opinions, expériences et "idées". Pour les étudiants de littérature, le mémoire qui termine les études pour la maîtrise, peut se transformer en un test gigantesque de personnalité dans lequel "tout cela que j'ai dans moi-même, que je suis" serait mis à l'épreuve des autres. Il n'est pas étonnant que les mémoires soient rarement terminés dans le temps prévu et que la préparation s'étende souvent pendant encore un semestre ou deux, "jusqu'au moment où je sens qu'il est parvenu à maturité", selon une logique adaptée au champ de production culturelle mais qui impliquerait la relégation dans d'autres mondes sociaux (les citations sont d'un entretien avec une étudiante en littérature).

"Le capital organisationnel"

Comme le montrent les résultats d'une enquête récente sur la distribution du pouvoir en Suède (12), les élites politiques, la haute administration et les cercles dirigeants des grandes organisations, comptent relativement aux autres pays européens, un grand nombre d'agents d'une origine sociale populaire, fils et filles d'ouvriers ou agriculteurs. Même s'il est dans un certain sens juste d'interpréter ce phénomène, ainsi qu'on le fait souvent, comme un indice d'égalité, il faut ajouter que la mobilité n'est pas inconditionnée. Tout indique qu'une espèce de capital spécifique, qu'on pourrait nommer capital "organisationnel", joue un rôle cardinal dans le champ du pouvoir. Il n'est pas facile de trouver le mot juste : il serait également justifié de parler d'un capital "politique", d'un capital "public" ou d'un capital "social-démocratique" objectivé dans des organisations populaires, des syndicats et dans l'administration publique elle-même. Produit de l'histoire de la social-démocratie, dont le parti politique était au gouvernement sans interruption depuis les années 30 jusqu'en 1991, ce capital se

12-Cf. *Demokrati och makt i Sverige* (Démocratie et pouvoir en Suède), SOU 1990:44; rapport principal de la commission nationale sur le pouvoir, une enquête très vaste qui a donné lieu à une vingtaine de livres.

manifeste dans les trajectoires modales de la génération des sociaux-démocrates née dans les annnées vingt, trente et quarante : soit l'école primaire, l'entrée sur le marché du travail, membre du syndicat chargé d'une commission, ensuite, un poste plus permanent comme "ombudsman" (représentant) du syndicat, et, plus tard, un poste dans le conseil communal, soit le bac, un poste politique dans l'organisation de jeunesse ou dans le syndicat d'étudiants, quelques années d'études universitaires en sciences politiques ou sociales, et, après, une carrière dans les cabinets ministériels (13). Dans ces générations, on trouve également des véritables dynasties social-démocrates, des stratégies de mariage entre familles, etc. Les réseaux d'organisations et d'institutions créées par les mouvements populaires liés à la lutte politique de la social-démocratie et les organisations conquises ou développées pendant la longue période au pouvoir - les syndicats des ouvriers et des cadres moyens, les organisations dites "populaires", comme l'Organisation ouvrière pour l'éducation et la culture (*Arbetarnas bildningsförbund*), tout l'éventail d'organisations qui ne se proclament pas politiques mais qui représentent des groupes d'intérêt, telles les organisations pour les handicapés ou pour les retraités, les "écoles du peuple" (*folkhögskolor*), qui ont représenté une voie alternative de formation qui n'obéissait pas à la logique du système d'éducation national, et, les compagnies créées par ces mouvements, telles la compagnie d'assurances, la compagnie de voyages ou de journaux appartenant principalement au syndicat des ouvriers - ont fonctionné à la fois comme des institutions de formation et de sélection des nouvelles élites social-démocrates et comme un marché du travail assez vaste pour ceux qui ont, par héritage ou par acquisition, accumulé une certaine quantité de capital organisationnel, parallèle au marché du travail garanti politiquement dans la haute administration ou l'administration régionale ou municipale.

Si on peut, ainsi, parler d'un capital "organisationnel" spécifiquement lié à la social-démocratie, il faut en même temps souligner que, comme l'indiquent aussi les données présentées par l'enquête sur le pouvoir, les trajectoires qui passent par les organisations (organisations religieuses, syndicats des cadres, organisations coopératives des agriculteurs, organisations de la jeunesse et des étudiants des grands partis, organisations du patronat) sont également caractéristiques d'un grand nombre d'agents qui occupent des positions dominantes dans la plupart des sous-champs du pouvoir.

Le rôle décisif joué par la formation et la sélection opérées par les organisations, donnant au capital scolaire une importance réduite en comparaison d'autres pays européens, peut en partie expliquer aussi le fait que le capital hérité semble déterminer moins fortement qu'ailleurs les chances d'accès au champ du pouvoir, comme en témoigne le fait que seulement 7% des membres des "élites" (comme elles sont définies par l'enquête sur le pouvoir, i.e. un peu plus de 2000 individus) sont issus des mêmes élites. Les élites suédoises, dans certains sous-champs, ont une représentation élevée, par rapport aux autres pays occidentaux, des agents issus des classes populaires. Parmi les hommes politiques dirigeants, par exemple, 28% ont une origine ouvrière.

Dans notre enquête sur les étudiants, le pôle politique et organisationnel est peu visible, ce qui n'est pas étonnant, étant donné que les agents de ces sous-champs font leurs investissements principalement hors du système d'enseignement. Dans l'élite social-démocratique, comme dans l'élite politique des partis libéraux et de droite, les carrières incluent souvent des études universitaires interrompues; de fait, les études supérieures

---

13-Cf. Anders Isaksson dans *Veckans affärer*, n° 48, 1986.

solides et achevées sont très rares (14). En fait, les études universitaires semblent souvent rendre un profit d'une nature différente, comme cela a été confirmé par l'enquête que nous avons menée par exemple à HEC de Stockholm , où les syndicats d'étudiants jouent un rôle extraordinaire pour l'accumulation d'un capital non seulement social mais aussi "organisationnel" ou politique.

L'importance de l'accumulation du capital "organisationnel" lié à la social-démocratie semble encore confirmée par les luttes actuelles au sein du champ politique dont un des enjeux est la transformation du système d'éducation. La social-démocratie, ayant rencontré depuis longtemps des difficultés dans la reproduction de sa base politique (elle a, par exemple, perdu trois quarts des membres du parti quand la tradition d'adhésion collective quasi obligatoire au parti des membres du syndicat d'ouvrier principal, *Landsorganisationen*, a récemment pris fin), a perdu, en septembre 1991, les élections politiques et laissé le gouvernement, vaincu surtout par le parti conservateur victorieux. Le changement politique s'est accompagné d'une lutte pour le système d'éducation comme instrument de reproduction, la cible de la droite étant le système d'éducation relativement peu sélectif défendu par la social-démocratie et par tous les autres groupes qui dépendaient du capital organisationnel. Ce qui se trouve mis en cause est, avant tout, l'uniformité de tous les établissements d'école primaire et secondaire en ce qui concerne les conditions matérielles et le contenu des études, ainsi que le système d'institutions spécifiques créé par les mouvements populaires et soutenu par la social-démocratie : les écoles du peuple (*Volkhochschulen*), l'enseignement organisé par les syndicats, ce qu'on appelle "l'éducation permanente", les études primaires et secondaires pour les adultes, ainsi que le droit d'utiliser l'expérience professionnelle dans la compétition pour l'entrée dans l'enseignement supérieur. Ces institutions spécifiques, qui ont contribué à la mobilité sociale, servent aussi, ou, dépendant du résultat des luttes actuelles, servaient, comme instrument de reproduction de la social-démocratie en fonctionnant comme base de recrutement pour les élites social-démocrates, comme marché du travail pour les groupes de soutien les plus passionnés et comme une offre de possibilités d'études pour les militants et leurs enfants.

La stratégie de la droite au pouvoir consiste d'abord en une attaque contre l'uniformité du système d'enseignement public. Cherchant à transformer des écoles primaires, secondaires et supérieures en établissements privés, en faveur, comme on dit, de la "liberté de choix" et du "pluralisme", l'ambition fondamentale semble être d'augmenter les différences dans tous les domaines : différences entre les salaires des professeurs, entre le prestige des établissements, entre les plans et les contenus des études. Selon cette vision politique, les familles et les individus auront le droit de "choisir" l'éducation qu'ils jugent la meilleure. La dernière expression de cette stratégie est la proposition faite par le gouvernement au parlement le 30 juin 1992 d'abolir le système, introduit en 1977, de "filières", de formations universitaires uniformes et construites pour satisfaire aux besoins du marché du travail.

Parallèlement, la stratégie vise à démonter tout le système soutenu par la social-démocratie, notamment le support de l'état aux écoles du peuple, à la formation des adultes, aux organisations dites populaires, etc. Ainsi, la stratégie consiste à réévaluer le capital scolaire comme critère unique d'excellence et, en même temps, à limiter le droit d'accès à ce capital scolaire.

14-Cf. Isaksson, *op. cit.*, et Anders Isaksson et Anders Johnsson, à paraître, 1992.

Tout donne à penser, ainsi, que la stratégie fondamentale consiste à rendre impossibles les trajectoires qui, autrefois, étaient typiques des groupes qui ont participé à l'accumulation collective du capital organisationnel.

Conclusion

La classe dominante semble se méfier du système d'enseignement, et s'efforce d'assurer à ses fils une formation extra-curriculaire : l'apprentissage du violon, la pratique de certains sports, la familiarisation avec la culture, les stages ou les séjours à l'étranger. Pour les fractions économiques, les États-Unis semblent avoir une importance particulière. Alors que les prétendants des fractions en ascension envoient leurs fils passer une année dans un "college" américain pendant les études secondaires, les membres des fractions de classe plus établies se dirigent plutôt vers les études d'économie ou de sciences politiques après le bac, et les fils du grand patronat se présentent plus souvent à l'examen, complémentaire au titre universitaire suédois, d'un des établissements les plus reconnus (Harvard Business School, etc.). De même, pendant ou à la fin des études supérieures, un stage à l'étranger en tant que "trainee" dans une grande entreprise est quasi-obligatoire pour les héritiers issus du grand patronat. Les prétendants ambitieux dans le champ de production culturelle doivent, selon une logique analogue, passer quelque temps à New York, en Californie, à Paris ou Berlin. La maîtrise des langues étrangères est, partout, une condition pour la réussite des carrières.

Il faut dans ce contexte souligner aussi le rôle joué par certaines formations, en dehors du système d'enseignement, qui semblent avoir une capacité complémentaire, plus ou moins visible, de sélectionner des entrants nouveaux pour le champ du pouvoir et de produire une espèce de capital souvent utile ou nécessaire pour les carrières brillantes, l'exemple par excellence étant la formation d'officiers de réserve, par laquelle sont passés un grand nombre des dirigeants qui occupent des positions dominantes dans les entreprises ou la haute administration. Il faut aussi mentionner les formations organisées par les entreprises privées - en forte expansion dans les années 80 mais peu visibles et mal analysées par les sociologues de l'éducation - qui, constituant une voie alternative, permettent d'éviter les verdicts de l'École.

Pour conclure, l'étude de la formation des cadres dirigeants en Suède suppose que l'analyse ne se limite pas au système d'éducation au sens strict. Le fait qu'il n'y ait pas un système d'enseignement parfaitement hiérarchisé et diversifié implique qu'il faut prendre en compte d'autres "formations", plus au moins institutionnalisées, et d'autres stratégies d'investissement, par exemple dans un "capital organisationnel", ainsi que les divers mécanismes de sélection et de cooptation effectués, non pas par le système éducatif, mais par les différents sous-champs à l'intérieur du champ du pouvoir.